

***l'Anti*capitaliste**

n°496 | 7 novembre 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CONTRE LE RACISME ET
L'ISLAMOPHOBIE,
TOU·TE·S DANS LA RUE**

LE 10 NOVEMBRE!

Dossier

**L'AMÉRIQUE LATINE
EN ÉBULLITION**

Pages 6 et 7

ÉDITO

L'art d'être grand-père
Page 2

PREMIER PLAN

Assurance chômage: des
reculs insupportables
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Syrie: Erdogan et Poutine
écrasent le Rojava
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Souscription du NPA
Page 12



édito

Par ROBERT PELLETIER

L'art d'être grand-père

Macron tend à délaissier les rencontres « citoyennes » devenues, malgré des environnements sécuritaires hors du commun, quelque peu houleuses. C'est donc dans *Valeurs actuelles*, hebdomadaire d'extrême droite, misogyne, climato-sceptique, et déjà condamné pour incitation à la haine raciale, qu'il défend sa politique anti-migrantEs. Et dans le salon feutré de l'Airbus présidentiel, qu'il affirme, au micro de RTL : « Je ferai tout pour qu'il n'y ait pas ces blocages, je ferai tout pour qu'on soit en soutien de nos compatriotes qui seraient bloqués, mais je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance ». À l'approche de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 5 décembre pour laquelle se multiplient les appels à mobilisation, avec une volonté largement partagée de prolonger cette journée, le pouvoir affirme sa volonté de passer en force comme cela lui a réussi pour la loi travail de « gauche », puis la réforme du Code du travail et du statut de la SNCF. En force au figuré, avec les ordonnances, et au propre, avec une répression inédite, notamment contre les Gilets jaunes. Talonné dans les sondages par Le Pen, Macron tente de capter une partie de son électorat, ainsi que de celui de la droite dite « républicaine », en revenant une fois plus avec des lois anti-migrantEs. Face à la montée des colères sociales, il cherche à diviser. D'abord avec une stigmatisation des « privilégiés » dont il cherche malgré tout à freiner la mobilisation. Ensuite par un écrasement des droits des chômeurEs visant, comme le lapsus de Pénicaud l'avait énoncé, à développer la précarité. Enfin, après le vrai-faux débat sur l'âge pivot, avec désormais la « clause du grand-père », grâce à laquelle seulEs les nouveaux et nouvelles embauchés seraient impactés dans certains régimes, soit de façon plus globale. Autant de tentatives visant à fractionner la mobilisation sociale en construction, en s'appuyant éventuellement sur les organisations syndicales qui s'inscrivent dans la logique du régime par points. Autant de raisons de construire dès maintenant les cadres unitaires qui donneront aux travailleurEs les outils pour s'approprier leur mobilisation à partir du 5 décembre et après.

BIEN DIT

Je veux dire [aux victimes de violences sexuelles] qu'elles ont raison de se sentir mal, de penser que ce n'est pas normal de subir cela, mais qu'elles ne sont pas toutes seules, et qu'on peut survivre. On n'est pas condamné à une double peine de victime. [...] Je ne suis pas courageuse, je suis déterminée. Parler est une façon de dire qu'on survit.

ADÈLE HAENEL, *Mediapart*, 3 novembre 2019.

À la Une

Contre le racisme et l'islamophobie, touTEs dans la rue le 10 novembre !

L'appel à la marche « Stop à l'islamophobie » du 10 novembre est à bien des égards un tournant. Pour la première fois, un large spectre d'organisations et de personnalités ont décidé de se mobiliser, ensemble, contre les violences, la stigmatisation et les discriminations subies par les musulmanEs. Le signe d'une salutaire prise de conscience collective, malheureusement liée à un contexte particulièrement préoccupant.

Nous l'écrivions le 23 octobre : « Avec leur discours sur les "signaux faibles", Macron, Castaner et compagnie ont légitimé les positions les plus radicalement islamophobes et les amalgames les plus délétères. Au vu de la liste des signaux faibles (voile, barbe, djellaba, nourriture halal, etc.), un trait d'égalité a en effet été tracé entre musulman pieux et individu "radicalisé" et, partant, entre musulman et personne "radicalisable". » Nous ne savions pas alors que, quelques jours plus tard, un ex-candidat du Front national passerait à l'acte en tirant sur des fidèles musulmans devant une mosquée qu'il avait l'intention d'incendier... Un passage à l'acte qui n'a rien d'un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais qui n'est rien d'autre que l'expression de la « radicalisation » des islamophobes en tout genre, facilitée, voire encouragée par les plus hauts sommets de l'État.

La responsabilité de Macron
La déferlante islamophobe à laquelle nous assistons depuis plusieurs semaines est en effet une étape supplémentaire dans le développement des discours et des politiques stigmatisantes et discriminatoires à l'égard des musulmanEs, jetés en pâture dans le débat public et rendus responsables de tous les maux. Le choix d'Emmanuel Macron d'accorder un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles* est à cet égard éloquent, véritable appel du pied même pas dissimulé aux franges les plus réactionnaires et racistes de la société. A fortiori lorsque l'on se résout à ouvrir ledit magazine et que l'on y découvre, entre autres, que Macron fait sienne la théorie complotiste de la facho-sphère concernant « l'affaire » du

conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté... Le président de la République explique ainsi doctement, et sans aucune preuve, que la mère d'élève qui a été humiliée par un conseiller RN lui intimant de sortir en raison de son voile, aurait « coïncé » ledit conseiller et qu'elle serait « plus proche des milieux de l'islam politique qu'on ne le croyait ».

Une théorie venue de l'extrême droite et largement démentie depuis, qui inverse la charge de la culpabilité dans cette « affaire », et qui s'inscrit en réalité dans un discours rabâché depuis de longues, longues années : si les musulmanEs sont stigmatisés, voire violentés, c'est parce qu'ils et elles le cherchent, dans le cadre d'une stratégie de victimisation. Et lorsque certains musulmanEs « innocents » sont pris

pour cible, la cause se trouverait du côté de « l'islamisme » et non de l'islamophobie. Exactement le type de raisonnement que l'on a pu entendre sur les plateaux de chaînes d'information le soir de l'attentat contre la mosquée de Bayonne, avec des « débats » glissant plus ou moins brutalement vers la question du « communautarisme »...

Une riposte large, unitaire et déterminée

Dans un tel contexte, une riposte large et unitaire était indispensable, qui commence à se dessiner avec la marche du 10 novembre, dont l'importance est proportionnelle au déchaînement de haine qu'elle suscite du côté de la droite et de l'extrême droite, mais aussi de nombre de défenseurs auto-proclamés d'une « laïcité »

transformée en arme de discrimination massive contre les musulmanEs. Les pressions sont fortes sur certaines des personnalités et organisations signataires, de La France insoumise à Philippe Martinez en passant par la FSU et Génération.s, que l'on traite allègrement de « collabos de l'islamisme » sous prétexte qu'ils ont fait le choix de signer un appel à se mobiliser au côté des premierEs concernéEs et de plusieurs collectifs luttant de longue date contre l'islamophobie, comme le CCIF ou la plateforme L.E.S. Musulmans. Pour contre-balancer ces pressions, il faut faire de la journée du 10 novembre un succès et une démonstration de force. Une démonstration d'unité face à une violente offensive raciste, de solidarité avec les populations qui en sont victimes, et de refus de se laisser entraîner sur le terrain de la haine et des divisions face à un gouvernement dont les politiques visent l'ensemble des salariéEs, des classes populaires et des jeunes. Sans toutefois tomber dans la rhétorique de la « diversion », qui voudrait que la lutte contre l'islamophobie soit un piège qui nous détournerait de la « véritable » lutte des classes. La lutte contre l'islamophobie, comme la lutte contre tous les racismes, est au cœur de la lutte des classes, et elle doit être une tâche essentielle pour tous ceux et toutes celles qui, aujourd'hui, veulent en finir avec toutes les politiques antisociales du pouvoir. La contre-offensive anti-raciste est en effet non seulement nécessaire pour faire cesser les discriminations et les violences, mais elle participe en outre pleinement de l'unification et du renforcement de notre camp social, indispensables pour infliger une défaite globale à Macron et son monde.

Julien Salingue

GROSSE PROMO SUR LA "SOCIÉTÉ DE VIGILANCE"



ASSURANCE CHÔMAGE

Des reculs insupportables

Il était temps ! La gravité de la « réforme » de l'assurance chômage apparaît enfin et fait la une de toute la presse.

Cette réforme apparaît pour ce qu'elle est, à savoir une mesure purement punitive qui vise à entretenir le discours sur les « chômeurs fainéants », en leur faisant payer au passage la dette de l'Unedic ! Un seul exemple diffusé largement suffit à illustrer l'ampleur de l'attaque : unE travailleurE qui reprend un poste à mi-temps après avoir travaillé un mois sur deux pendant deux ans ne percevra plus de complément après la réforme, alors qu'il

aurait perçu 385 euros avant. C'est 850 000 personnes qui vont être impactées avec une baisse de 22% en moyenne du montant de leur allocation !

Quels « nouveaux droits » ?

Et les prétendus nouveaux droits (comme l'indemnisation pour les démissionnaires – qui au passage existait déjà avant) ressembleront plus à un parcours du combattant tant les conditions seront restrictives (mieux vaut ne pas avoir démissionné

avant d'avoir pu faire valider son projet sinon adieu l'indemnisation). Histoire de différer les effets, la réforme s'appliquera en deux temps : au 1^{er} novembre donc et au 1^{er} avril prochain (qui verra la modification du calcul du salaire journalier de référence, base de calcul de l'allocation). Contrairement à ce qu'avance la direction, les agentEs Pôle emploi sont loin d'être prêts à répondre aux questions posées par les chômeurEs. Une journée de formation pour les agentEs en charge de l'indemnisation

et, encore mieux, une demi-journée en e-learning pour les conseillerEs à l'emploi qui assurent l'accueil... (par ailleurs assuré de plus en plus par des contrats « service civique » non formés et qui remplacent les conseillerEs en zone d'accueil...). Autant dire que cette réforme pénalise les chômeurEs et met en difficulté les agentEs !

Mobilisation(s) !

Il y aura inévitablement et à juste titre incompréhension et colère.

Un monde à changer

L'IMAGINATION DE NAOMI KLEIN ET LE RÊVE DE LÉNINE

Dans une interview récente à *Libération* (3 novembre 2019) où elle présente son nouveau livre *On Fire* et son action récente avec la gauche du Parti démocrate américain, la journaliste Naomi Klein met l'accent sur une vraie question : « *Personne ne nous montre une vision du futur dans laquelle on déciderait de changer. [...] Les gens ont faim de ça, qu'on leur montre un futur dans lequel le monde et la race humaine ne s'effondrent pas.* » Elle précise aussi que « *la guerre contre l'imagination* » est un élément du projet néolibéral : « *il n'y a pas d'alternative, [...] nous sommes trop cupides et égoïstes [...] nous ont enseigné les économistes néolibéraux. [...] Personne ne nous montre une vision du futur dans laquelle on déciderait de changer. Ça fait partie de ce ressenti global de désespoir et d'impuissance.* »

Quoi que l'on pense des perspectives tracées par Naomi Klein dans son livre, il est vrai qu'une politique révolutionnaire ne peut se contenter d'une dénonciation de la réalité quotidienne, des

catastrophes auxquelles nous conduit le capitalisme, mais devrait être aussi capable de tracer un autre horizon, de faire naître le désir d'une société souhaitable à la fois pour les individus et la collectivité. Pour cela, les anticapitalistes et révolutionnaires auraient sans doute besoin, sans délaisser les luttes quotidiennes et la construction de partis adéquats à leurs objectifs, d'un vaste effort programmatique actualisant ce qui a pu être élaboré antérieurement et intégrant les effets du dérèglement climatique.

Il ne faudrait pas hésiter à aller au-delà de la réalité présente, à « rêver » comme l'écrivait Lénine en 1902, et qui précisait, s'abritant derrière une citation de l'écrivain russe Pissarev : « *Le désaccord entre le rêve et la réalité n'a rien de nocif, si toutefois l'homme qui rêve croit sérieusement à son rêve, s'il observe attentivement la vie, compare ses observations à ses châteaux en Espagne et, d'une façon générale, travaille consciencieusement à la réalisation de son rêve. Lorsqu'il y a contact entre le rêve et la vie, tout est pour le mieux.* »

LUBRIZOL À Rouen, Macron passe, la liberté de manifester trépassse

Plus d'un mois après l'incendie de l'usine Lubrizol classée Seveso-niveau haut, le président de la République s'est « osé » à ce déplacement, après avoir fait défiler un à un ses garde-chiourme, de Philippe à Buzyn, en passant par Blanquer et Borne, pour assurer à tout le monde que les odeurs provoquées par l'incendie étaient « gênantes » mais « pas nocives » ou encore que « *les produits peuvent être irritants sur le moment* ». Forts du rapport de ces « experts », il faudrait donc conclure que la quantité totale de produits chimiques brûlés qui s'élève à 9505 tonnes, ainsi que le panache de fumée noire de 22 kilomètres étaient polluants... mais pas trop !

«Macron démission»

C'est pour dénoncer ce mensonge d'État et cette catastrophe sanitaire, sociale et industrielle, qu'une grosse centaine de personnes ont tenté de manifester dans les rues de la ville. Nous avions appris tard dans l'après-midi la venue de Macron à Rouen... CGT et Solidaires ont appelé très vite l'ensemble du « Collectif unitaire Lubrizol » à organiser un rassemblement à 18h, le NPA a bien sûr répondu présent.

Mercredi 30 octobre, Emmanuel Macron est venu faire un petit tour à Rouen... sur le chemin de son long week-end dans un relais-château 5 étoiles à Honfleur.



On ne savait pas trop où se rendrait Macron. On avait donc appelé à 18h au Palais de Justice mais, entre deux, on a appris qu'il allait à la mairie de Rouen, rencontrer le maire, Yvon Robert, ex-PS dévoué à LREM désormais, et qui n'a jamais cessé de dédouaner Lubrizol. La ville était quadrillée par des flics en tout genre avec des herses fermant certaines rues du centre-ville. On a quand même décidé de partir

en manif vers l'Hôtel de ville... on s'est fait vite bloquer une première fois rue du Gros-Horloge. Ensuite on est repartis dans les rues du centre. Mais quelques minutes plus tard, on s'est fait passer à une grosse trentaine après que les flics ont coupé en deux le cortège. La nasse a duré deux heures, de manière tout à fait illégale, avec des flics sans matricule, aucun gradé à proximité pour avoir des

informations sur notre « passage ». Un jeune manifestant qui s'est un peu lâché sur les flics s'est fait arrêter au sein de la nasse pour « outrages ». Il a passé 24 heures en garde à vue et est ressorti heureusement « seulement » avec un rappel à la loi.

Pendant ce temps-là, un autre groupe de manifestants s'est fait passer près de l'Hôtel de ville aussi pendant deux heures. Macron a quand même subi, cela dit, sifflets, huées, cris « Macron démission » à sa sortie de la mairie. Puis sa déambulation dans les rues et les bars de la ville n'a pas été aussi tranquille que prévue, il s'est fait interpellé plusieurs fois, malgré le dispositif répressif délirant et les mises en scène de communication ! Macron est reparti vers son palace de Honfleur, laissant les riverains avec la pollution de Lubrizol et toutes celles et ceux qui sont décidés à obtenir « vérité et justice » encore plus déterminés dans leurs actions futures, dont la prochaine manifestation organisée le 26 novembre.

CorrespondantEs

Mais cette colère doit être tournée contre le gouvernement. C'est tout le sens de la démarche du collectif Unedic qui regroupe associations de chômeurs, Gilets jaunes intermittents et certains syndicats de Pôle emploi (CGT, FSU, SUD). Début 2019, plusieurs actions contre le décret renforçant le contrôle des chômeurs avaient déjà été menées. Pour marquer le coup le jour de l'entrée en vigueur de la réforme, un rassemblement était organisé lundi 4 novembre devant le Pôle emploi Diderot (Paris 12^e) ainsi qu'à Toulouse où une agence a été occupée une partie de la matinée.

Prochaines étapes : le 30 novembre (14h devant le Medef) et le 7 décembre avec deux manifestations des associations – malheureusement en ordre séparé...

Correspondant

RÉFORME DU CHÔMAGE PÔLE EMPLOI VA RECRUTER DES VIGILÉS



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur
de publication :
Julien Salingue

Secrétaire
de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

Le chiffre

36 000

Les expulsions locatives ont atteint un nouveau record en 2018, avec « plus de 36 000 personnes » expulsées manu militari selon la Fondation Abbé Pierre. La Fondation rappelle également qu'entre « deux et trois fois plus » de ménages sont réellement expulsés, car beaucoup partent avant l'arrivée des policiers ou des gendarmes.



Agenda

Samedi 9 novembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 52.

Samedi 9 novembre, meeting de soutien au peuple algérien, Paris.

À 13h, à la bourse du travail, salle Eugène-Henaff, 85, rue Charlot, métro République.

Samedi 9 novembre, soirée de soutien aux travailleurs sans papiers de Chronopost, Ivry-sur-Seine.

À 21h, à La Pagaille, Recyclerie d'Ivry-Port, 15, rue Ernest-Renan, RER-C Ivry-sur-Seine.

Dimanche 10 novembre, manifestation contre l'islamophobie, Paris. À 13h, de Gare du Nord à Nation.

Lundi 11 novembre, Rencontre avec le collectif L214 autour de leur livre *Quand la faim ne justifie plus les moyens*, Paris 12^e.

À 19h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Jeudi 14 novembre, manifestation «Sauvons l'hôpital public!», Paris. À 14h, lieu à préciser.

Jeudi 14 novembre, manifestation et grève des Finances publiques, Paris. RDV à préciser.

Jeudi 14 novembre, Rencontre avec Aurore Koechlin autour de son livre *La révolution féministe*, Paris 12^e.

À 19h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Mercredi 27 novembre, réunion-débat du NPA avec Christine Poupin, Strasbourg. À 20h, au Cardek, 1, place des Orphelins à Strasbourg

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je récuse le terme de violences policières [...].
Peut-être qu'il y a eu des erreurs, mais nous avons à faire face à une violence inédite!

SIBETH N'DIAYE, France Culture, 4 novembre 2019.

GILETS JAUNES 4^e assemblée des assemblées : radicalité et convergence des luttes

Après Commercy, Saint-Nazaire et Montceau-les-Mines, la 4^e assemblée des assemblées (ADA4) s'est tenue les 1^{er}, 2 et 3 novembre à Montpellier.

Cédant aux pressions de la préfecture et du maire de Montpellier, les élus locaux sollicités ont refusé la location d'une salle aux Gilets jaunes qui organisaient cette initiative. La «soucoupe», un immense bâtiment d'exposition de 3600 m² construit en 1994 et abandonné en 2010, a donc été réquisitionné. Débarrassé de tonnes de détritus, il a été aménagé pour en faire un lieu de vie, avec eau, électricité, restauration et couchage.



«On est là!»

Malgré la plainte déposée par Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie, «propriétaire» des lieux, et les menaces du préfet pour qui cette occupation était «illégal», la «soucoupe» était enfin prête à accueillir 600 personnes, dont 500 délégués gilets jaunes mandatés par plus de 200 groupes locaux. Une victoire pour la centaine de bénévoles de l'Hérault et du Gard qui se sont démenés pendant des jours. C'est donc en pied de nez au gouvernement que l'AG a démarré en chantant d'une seule voix le fameux «On est là, on est là, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron ne veut pas nous on est là!»

Sept thèmes étaient soumis à la discussion de cette ADA4, protégée par un service d'ordre filtrant les entrées : rôle des ADA, lien avec la population, travailler à la convergence, identifier nos ennemis et nos alliés, s'organiser face à la répression, agir dans le contexte des municipales, l'anniversaire du 17 novembre. Plusieurs groupes locaux ont critiqué ces choix, jugés arbitraires. Mais la volonté d'agir concrètement sur le cours de la lutte des classes a fait que quatre autres thèmes ont été rajoutés au programme pour être débattus : la grève interprofessionnelle du 5 décembre et ses suites, les liens avec les peuples du monde en révolte, démocratie et institutions, sortir du capitalisme. Chaque délégué participait à deux débats dans des groupes de travail de 10 gilets jaunes. Les points de désaccord, les points d'accord et les points en questionnement étaient notés, mis en forme dans une mini-plénière regroupant les groupes de travail d'une même thématique, puis restitués par des rapporteurs en AG plénière.

Clarification des objectifs

Contrairement aux ADA précédentes, pas de vote de textes ; non décisionnelle, cette ADA a donné la priorité aux échanges, à la réflexion collective et à la convivialité, avec un concert vendredi soir. Si, lors des débats, transparaît parfois une certaine confusion politique («municipalisme libertaire», «démocratie éthique...»), les objectifs de lutte se clarifient, avec une affirmation claire : «Notre ennemi, c'est le capitalisme». Face à la répression, les idées d'autodéfense et de réseau d'entraide font leur chemin. Et pour les Gilets jaunes, il est désormais évident que les blessés et emprisonnés devraient être qualifiés de «blessés de guerre» et «prisonniers politiques». Un réseau d'échanges inter-groupes a été mis en place. Deux appels ont été votés et acclamés en AG. L'un appelant à construire, à participer et à poursuivre la grève générale interprofessionnelle en défense des chômeurs et des retraités, l'autre invitant la population à participer aux actions et manifestations des 16 et 17 novembre marquant un an de mobilisation ininterrompue des Gilets jaunes. Enfin, une «dédicace à tous les peuples du monde en révolte» se concluant par «les peuples du monde entier veulent la chute du système» a été adoptée dans l'enthousiasme. Impressionnés par leurs capacités d'auto-organisation qui ont permis le succès de cette ADA4 et gonflés à bloc, les Gilets jaunes se sont redonnés rendez-vous pour l'ADA5. Son sujet principal sera : «Sortir du capitalisme».

Correspondants

QUARTIERS POPULAIRES 23 mesures pour la Seine-Saint-Denis : le mépris et la matraque

Retour sur le «plan gouvernemental» pour la Seine-Saint-Denis.

Les commentaires qui ont entouré les récentes annonces du gouvernement concernant la Seine-Saint-Denis étaient on ne peut plus alarmistes : département «le plus pauvre», avec un taux de pauvreté de 28,6% contre 14,7% dans l'ensemble du pays, «le plus jeune», avec 35,4% d'habitants ayant moins de 24 ans, un des principaux déserts médicaux avec un manque de médecins généralistes dans 37 des 40 communes... Bref un «département hors-normes» pour le Premier ministre. Par contre son plan pour «un État plus fort en Seine-Saint-Denis» est pile poil dans les «normes» de ce gouvernement.

Le mépris, ras le bol!

La mesure claque comme une grande baffe pour les concernés et une provocation pour toutes les fonctionnaires : 10 000 euros pour avoir «tenu» 5 ans en Seine-Saint-Denis (au lieu des un peu plus de 2 ans de moyenne pour la présence en poste dans le 93). Car des augmentations de salaires, toutes les salariées de la fonction publique, titulaires comme contractuels, en auraient bien évidemment besoin. Et pas qu'en Seine-Saint-Denis, et pas que dans la fonction publique d'État, mais aussi dans les fonctions publiques hospitalière et territoriale. Et puis derrière le chiffre rond à 4 zéros, si



on le rapporte au salaire sur 5 ans, cela représente 166 euros mensuels pour solde de tout compte. Bien loin des 300 euros d'augmentation salariale revendiqués par les organisations syndicales pour compenser le blocage du point d'indice quasi continu depuis 2010 ! Et surtout, parce qu'il n'y a rien dans les mesures qui permette de changer sensiblement les conditions de travail et donc les conditions de services rendus au public, le message est donc clairement : on indemnise un peu pour que tout continue à se dégrader.

«On n'est pas des moineaux, on ne veut pas des miettes»

C'était un des slogans des mobilisations pour réclamer un véritable plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis, qui s'applique tout à fait aux annonces gouvernementales. Quand le gouvernement parle sécurité, il ne pense ni à lutter contre la précarité économique

(que les réformes facilitant les licenciements et pénalisant les privés d'emploi ont renforcée), ni à lutter contre la précarité des conditions de vie, à commencer par le logement. Il ne pense pas non plus à améliorer les conditions d'accès à l'éducation, aux loisirs et à la culture, ni aux dispositifs de prévention et d'accompagnement des personnes et des familles en difficulté. Non ce sont juste des annonces sécuritaires avec une formation spéciale 93 pour les officiers de police judiciaire et la création supplémentaire de deux quartiers de «reconquête républicaine», les autres ayant tellement fait leurs preuves ! Et ce ne sont pas les 35 postes de greffiers au tribunal qui vont suffire à rattraper les retards cumulés, pas plus que la création de 12 postes de magistrats, alors qu'entre 40 et 70 postes existants ne sont pas pourvus...

École, hôpitaux, logement...

Les inégalités scolaires, pointées par nombre de rapports elles, sont édiafiantes : les élèves cumulent la pauvreté et/ou la précarité de leurs parents, le logement social ghettoisé ou le logement insalubre, parfois une langue maternelle qui n'est pas le français et un parcours migratoire plus ou moins chaotique, avec l'accueil par des enseignantEs moins expérimentés et plus souvent contractuels qu'ailleurs. Rien de neuf de ce côté, à part encourager des étudiantEs du département à y devenir enseignantEs ! 20 millions pour financer des écoles ? On sait que la

ville de Saint-Denis seule construit un groupe scolaire par an depuis 2007 et qu'un groupe scolaire (deux écoles) c'est 40 millions...

Sur les questions de santé, c'est également du saupoudrage qui ne changera rien à l'état sinistré des hôpitaux, qui motive l'engagement de services de plus en plus nombreux dans les mobilisations. Et pour finir, sur le logement, ce n'est évidemment pas la création de cinq postes de fonctionnaires pour lutter contre l'habitat insalubre (il n'y en a que deux actuellement) qui va pouvoir répondre aux besoins des personnes vivant dans des logements insalubres ou à la rue). En 2017, 29 000 personnes étaient hébergées chaque nuit dans ce département où le nombre d'appels au 115 a bondi de 186 000 en 2011 à 1,6 million en 2017 !

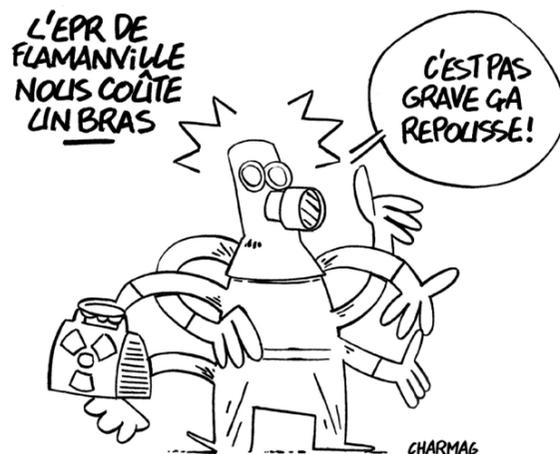
Encore la matraque et la criminalisation

Et pour que les choses soient bien claires, le jour où les ministres se pressaient à Bobigny pour faire leur communication devant les médias, la trentaine de syndicalistes qui manifestait devant la préfecture a été éloignée violemment par la police. Le secrétaire de l'UD CGT 93, Hervé Ossant, interpellé, a été placé en garde à vue pendant sept heures, et est convoqué en février prochain devant le tribunal correctionnel pour violences contre les policiers. Les tentatives d'intimidation et la criminalisation de l'action syndicale se poursuivent. De quoi faire déborder la colère.

Cathy Billard

EPR Chronique d'une fuite en avant

Alors qu'à la mi-octobre 2019 était évoquée par le gouvernement et Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, la construction de six nouveaux réacteurs EPR en France, le rapport rendu par Jean-Martin Folz, l'ancien patron de PSA, pointe une gestion financière calamiteuse.



Le rapport s'arrête à ce qui est déjà connu de toutes et tous : de «graves lacunes» en matière de «management», mais aussi «une perte de compétences» après des départs en retraite de spécialistes, conjuguées à «la faiblesse des ressources et talents en technique et réalisation de soudage» et le recours à de nombreux sous-traitants. Des termes polis pour éviter de mentionner la falsification des contrôles de qualité sur les productions de la forge du Creusot ou encore la sous-traitance généralisée dans toute la filière nucléaire (80% du personnel travaillant en zone contrôlée).

Quelques malfaçons relevées ces dix dernières années

23 mai 2008 : Des fissures et des manques de ferrailage sont détectés dans le radier, la dalle de béton qui supporte le réacteur. Résultat : toutes les opérations de coulage de béton sont stoppées.

1^{er} novembre 2009 : Sur un réacteur, un mécanisme qui tombe en panne est immédiatement remplacé par un dispositif de secours prenant le relais. On découvre que sur l'EPR, les deux systèmes sont totalement dépendants. Le risque est que l'exploitant perde le système de secours censé se mettre en route en remplacement d'un système d'exploitation devenu défaillant.

27 août 2011 : Le Canard enchaîné fait état d'un rapport dans lequel les experts décrivent «des piliers de béton percés comme du gruyère ou grêlés», de «nombreuses zones remplies de pierres sans ciment», de nouvelles erreurs de ferrailage et «l'absence de nettoyage des fonds de coffrage, encombrés d'un amas de ligatures et autres objets non identifiés».

20 février 2012 : Cette fois-ci, il s'agit de pièces industrielles qui supportent le pont roulant polaire qui doit servir à placer et sortir le combustible nucléaire de la cuve ; 45 consoles,

hautes comme un homme et pesant près de cinq tonnes, présentent des défauts de soudure.

16 octobre 2013 : Lors des essais de ce même pont polaire, une pièce de moteur du chariot de 320 tonnes se casse et chute, détériorant la tôle d'étanchéité de l'enceinte du réacteur ; par miracle, la charge est restée suspendue au bout du câble... et surtout il n'y avait pas de combustible nucléaire.

7 avril 2015 : Le fond et le couvercle de la cuve en inox contenant le cœur du réacteur, fabriquée par Creusot Forge, présentent des «ségrégations

carbone». L'acier doit normalement contenir 0,2% de carbone. Là, c'est plutôt 0,3%, ce qui suffit à fragiliser la capacité résistante de l'acier. Cette pièce doit être sans défaut puisque c'est la plus sollicitée et la seule qu'on ne peut pas changer. Lorsque l'on sait qu'il n'y a pas de plan B en cas de rupture de la cuve, on comprend la gravité de la situation.

25 juillet 2018 : En cause, des défauts sur 150 soudures de tuyauteries du «circuit secondaire principal», qui sert à évacuer la vapeur produite dans le générateur vers la turbine puis à ramener de l'eau vers le générateur.

Décembre 2018 : EDF falsifie, en levant sans justification les réserves émises par l'ASN pour certaines pièces, déclarées à tort «Bon pour exécution sans réserve».

L'EPR n'est donc pas uniquement une faille financière, mais un condensé de toutes les malfaçons et tromperies déjà constatées dans les 58 autres réacteurs vieillissants en France. La seule conclusion à en tirer est de mettre fin immédiatement à ce chantier et d'arrêter définitivement le nucléaire avant qu'une «tricherie» non encore découverte provoque un Fukushima français.

Commission nationale écologie

SYRIE Erdogan et Poutine écrasent le Rojava

Cela fait maintenant un mois qu'Erdogan a débuté sa troisième offensive en Syrie, ironiquement baptisée « Source de paix ». Prévues depuis longtemps par l'autocrate turc, l'invasion du Rojava a pu être déclenchée à la faveur du retrait des unités françaises et étatsuniennes de la région.

Le but affiché est de créer une « zone de sécurité » d'une profondeur de 30 km à l'intérieur du territoire syrien pour en chasser les Forces démocratiques syriennes (les forces armées de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES), composées de Kurdes, d'Arabes et de minorités ethniques syriennes), détruire le confédéralisme démocratique et y remplacer les populations kurdes par les réfugiés syriens (3,6 millions sont aujourd'hui en Turquie après avoir fui le chaos et les massacres engendrés par le boucher Assad). À la télévision turque (TRT), Erdogan a même justifié cela en expliquant que cette zone désertique correspondait mieux au style de vie des Arabes qu'à celui des Kurdes...



Le haut-commandant des FDS, Mazloum Abdi, accusé par l'offensive turque et les trahisons internationales, a été contraint d'accepter un compromis. Les FDS ont eu moins d'une semaine pour se retirer de Serekaniye et de Girê Spî, évitant ainsi le massacre. Mais Assad pourrait à terme mettre la main sur un tiers du territoire syrien ; les Turcs occupent directement ou indirectement une importante partie du Rojava ; et si, il y a une semaine encore, les FDS ont refusé leur intégration à l'armée d'Assad sans résolution politique, ils ne pourront rester longtemps indépendants. Le projet d'autonomie au Rojava en sort profondément affaibli, même si la justification du haut-commandant est compréhensible : « *Entre les compromis et le génocide de notre peuple, nous choisirons la vie.* »

Erdogan et Trump ont également trouvé un accord, ce dernier craignant un trop grand rapprochement entre la Russie et un membre important de l'OTAN. Les troupes US restent donc en Syrie mais Trump ne leur donne pour l'instant pas d'autre rôle que de garder les puits de pétrole à l'est du pays...

De nombreux dangers

La situation humanitaire est catastrophique. Les soldats de l'Armée nationale syrienne qui servent de supplétifs aux Turcs se sont rendus coupables de crimes de guerre, dénoncés par Amnesty International. Les bombardements, turcs sur les villages du Rojava, et russes sur la province d'Idlib, ont fait de nombreux morts et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques collecte des informations sur l'utilisation de telles armes (napalm et

phosphore blanc) par l'artillerie turque, dénoncée par les autorités kurdes, images à l'appui. Ces bombardements couplés aux exactions des groupes armés ont déjà fait plusieurs centaines de morts civils dont des dizaines d'enfants. Depuis le début de l'opération turque le 9 octobre, entre 300 et 400 combattants des FDS ont perdu la vie. Ces combattants, souvent jeunes, étaient les forces vives de la société future, des militants engagés pour faire exister une alternative politique au chaos qui déchire la Syrie depuis bientôt dix ans. Martyrs, leurs noms ne seront pas oubliés par leurs familles et leurs camarades.

Cette situation risque d'être aggravée par les violences que pourraient subir les peuples de Raqqa ou de Manbij, moteurs de l'insurrection et désormais à la merci d'Assad.

Les déplacements concernent déjà des centaines de milliers de personnes, auxquelles il faudra ajouter celles qui fuient Idlib vers le Nord et les réfugiés syriens en Turquie, harcelés pour s'installer au Rojava. Il y a une volonté partagée par Erdogan et Assad d'arabisation de la région.

La perspective émancipatrice portée par le confédéralisme démocratique est plus que jamais en danger et ce sont l'ensemble des Syriens qui vont en payer le prix. Il est de notre devoir d'informer sur la situation du Rojava et d'apporter une solidarité concrète, par exemple en finançant <https://rojasorfrance.com>.

Camille Nashorn



Le monde en bref

Palestine. Notre camarade Khalida Jarrar de nouveau emprisonnée

Khalida Jarrar, élue au Conseil législatif palestinien sous l'étiquette du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), a été arrêtée à son domicile de Ramallah dans la nuit du 29 au 30 octobre et est détenue depuis. Lors de la même opération militaire israélienne, qui a mobilisé pas moins de 70 soldats, ce sont une douzaine de militants et intellectuels palestiniens qui ont été arrêtés, parmi lesquels Ali Jaradat, écrivain et ancien prisonnier politique.



Khalida Jarrar avait été libérée de prison en février dernier après un emprisonnement de 20 mois sous le régime de la détention administrative. Cette procédure permet à l'armée de maintenir quiconque en prison, pour des périodes de trois à six mois renouvelables à l'infini, sans chef d'inculpation et sans qu'aucune preuve ne soit produite.

Ce sont toujours les mêmes raisons qui sont invoquées : elle serait une « menace » pour la sécurité d'Israël. Khalida avait déjà été emprisonnée entre le 2 avril 2015 et le 3 juin 2016 pour le même motif, et sans aucun élément incriminant.

Comme le rappelle l'*Humanité* (5 novembre), « *Khalida Jarrar défend depuis longtemps la liberté des prisonniers palestiniens au sein d'Addameer, Association de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains. Elle est membre d'une commission palestinienne chargée de déposer devant la Cour internationale les plaintes et les dossiers relatifs aux crimes israéliens commis à l'encontre des Palestiniens, aux attaques sur Gaza, aux confiscations de terres, à la construction de colonies et aux arrestations arbitraires.* »

De toute évidence, ce qui « menace » Israël est la volonté maintenue de Khalida de poursuivre la lutte contre l'occupation et de ne pas se soumettre aux menaces et aux pressions israéliennes.

Brésil. Nouvel assassinat d'un défenseur de la forêt

On a appris le 2 novembre l'assassinat de Paulo Paulino, tué la veille lors d'une embuscade tendue par des trafiquants de bois dans la région de Arariboia, dans l'État du Maranhão (nord-est du Brésil). Paulo Paulino est membre de la tribu des Guajajara, et l'une des figures du groupe Les Gardiens de la forêt, organisation de défense de l'Amazonie face à la déforestation et aux expropriations. Il a été assassiné d'une balle dans la tête, tandis qu'un autre membre des Gardiens de la forêt, Laércio Guajajara, a survécu à l'embuscade même s'il a été lui aussi atteint.

Chaque année, au Brésil, ce sont des dizaines de militants défendant l'environnement qui sont assassinés (57 en 2017 selon l'ONG Global Witness), en général par des trafiquants ou par des bandes armées, qui bénéficient d'une totale complaisance de la part des autorités.

« *En 2019, nous allons mettre en pièces la réserve autochtone de Raposa Serra do Sol (territoire autochtone au nord du Brésil). Nous allons donner des armes à tous les éleveurs de bétail* » : ainsi s'exprimait, en 2016, Jair Bolsonaro, futur président du Brésil, au cours de l'une des nombreuses tirades anti-indigènes de cet ennemi déclaré de l'environnement et des populations autochtones. Son élection a conforté les auteurs des assassinats de militants indigènes et écologistes et les a encouragés à les poursuivre. Ainsi, comme le rapporte le *Monde* (3 novembre), « *160 intrusions de trafiquants de bois ou d'orpailleurs illégaux ont été recensées de janvier à septembre cette année, soit une hausse de 44 % par rapport au total de l'année 2018* »...

FUSION PSA-FIAT CHRYSLER C'est maintenant qu'il faut construire les solidarités

La fusion probable entre PSA et Fiat Chrysler est annoncée alors que toute l'industrie automobile est confrontée à une récession qui commence, notamment en Chine, aux États-Unis et en Allemagne.

Les mesures qui prévoient l'interdiction, à l'horizon d'une génération, des véhicules à moteurs thermiques – diesel et essence – sont la cause de restructurations indispensables pour concilier investissements massifs et dividendes versés aux actionnaires.

Attaques contre les travailleurs

PSA et Fiat Chrysler, ce sont plus de 400 000 salariéEs dans le monde : 200 000 pour PSA dont 60 000 en France, 200 000 pour Fiat, dont 100 000 en Italie. Les ventes additionnées des deux firmes dans le monde sont de 8,7 millions de véhicules, avec un chiffre d'affaires cumulé de 170 milliards d'euros générant un bénéfice de plus de 10 milliards d'euros.

Les deux firmes automobiles se vantent d'être les parmi les plus profitables du « marché automobile ». Elles annoncent vouloir réaliser dans quatre ans 3,7 milliards d'euros d'économies par an grâce à cette fusion. Ces chiffres destinés à appâter les actionnaires indiquent le but recherché. Cela vaut avertissement

pour touTEs les salariéEs auxquels il est promis qu'il n'y aurait pas de fermetures d'usines – les promesses n'engagent que ceux qui y croient, et surtout sans qu'aucune garantie ne soit donnée pour le total des emplois. Les méga-fusions s'accompagnent toujours d'attaques contre les travailleurEs.

8 milliards d'euros aux actionnaires

Alors que le projet de fusion entre Renault et Fiat avait échoué en juin 2019, le projet actuel ne semble pas connaître les mêmes difficultés. Bourgeoisie et appareils d'État en France et en Italie applaudissent. Il y a déjà accord sur la répartition des actions, la présidence confiée à l'héritier de la famille propriétaire de Fiat, Agnelli, et la direction générale au patron de PSA, le psychopathe de la performance Tavares. Le siège de la nouvelle entité sera aux Pays-Bas, paradis fiscal bien connu. Et, en prime, un cadeau de bienvenue de 8 milliards d'euros aux actionnaires, 5,5 pour Fiat et 2,5 pour PSA. Les véritables « idiots utiles » de la direction que sont, chez PSA,

la CFDT et FO, se félicitent. « *C'est quelque chose qui nous rend assez optimistes. PSA a déjà prouvé qu'il savait intégrer d'autres constructeurs avec Opel* » a déclaré le secrétaire du syndicat FO. Merci pour les salariéEs d'Opel dont l'emploi a été supprimé ! Et Laurent Berger de rajouter : « *Par rapport aux défis qui sont ceux de l'industrie automobile aujourd'hui, être plus fort, plus costaud, plus gros, ce n'est pas une mauvaise chose* ». La CGT de PSA, par la voix de son délégué syndical central, estime que « *l'intérêt des groupes en question est forcément d'augmenter leur rentabilité et les profits, ce qui ne peut se faire que sur le dos des salariés en France, en Italie et aux États-Unis.* » De son côté la FIOM, le syndicat italien majoritaire chez Fiat, s'adaptant aujourd'hui aux politiques patronales, réaffirme ses priorités : « *Relancer le développement et la production en Italie et protéger l'emploi* ».

Une solidarité internationale à construire

Face à ce projet de fusion, la défense, chacun de son côté, d'une industrie nationale ne peut que faire le jeu de

la concurrence entre travailleurEs telle que la souhaite un patronat qui sait se mondialiser. Le repli nationaliste, c'est en fait aller contre nos intérêts et contre l'emploi.

Avec une fusion possible entre PSA et Fiat, des centaines de milliers d'ouvrierEs français, italiens, allemands, espagnols, anglais, marocains, slovaques, polonais, nord-américains, argentins ou brésiliens auraient le même patron. Mais l'expérience nous enseigne qu'il n'y a pas de liaison automatique entre ces implantations mondialisées et l'affirmation sur le terrain d'une solidarité entre les travailleurEs. Cette solidarité il faut la construire concrètement. Lorsque la fusion entre Renault et Fiat se préparait il y a quelques mois, des militants du NPA ont échangé avec les camarades de Sinistra Anticapitalista. Des interviews croisées de militants syndicaux des deux firmes ont affirmé alors de vraies convergences de lutte. La fusion discutée aujourd'hui entre PSA et Fiat Chrysler appelle de nouvelles initiatives de ce type. Pour préparer des ripostes communes !

Publié sur le blog auto du NPA (npa-auto-critique.org)



L'ORDRE NÉOLIBÉRAL VACILLE

L'Amérique latine connaît depuis plusieurs semaines un cycle de mobilisations dans plusieurs pays de la région. Partout, l'ordre néolibéral et les pouvoirs autoritaires sont remis en question...

Depuis la fin du cycle de gouvernements progressistes, en 2015, la droite et l'extrême droite semblait avoir repris des couleurs en Amérique latine. En Argentine, au Brésil, au Chili, les courants les plus réactionnaires revenaient au pouvoir en profitant de la baisse des cours des matières premières et de la dépendance des économies latino-américaines à celle-ci. Pour le pire, affrontant une conjoncture économique toujours défavorable, ils imposaient leurs mesures d'austérité, en utilisant l'effondrement du Venezuela et sa dérive autoritaire pour disqualifier toute perspective progressiste.

Du Honduras au Chili...

Et pourtant, depuis quelques semaines, partout, l'ordre néolibéral et les pouvoirs autoritaires sont remis en question. En Haïti, depuis deux mois, les classes populaires réclament la démission du président Jovenel Moïse, contre la corruption du pouvoir en place, malgré les plus de quarante morts à déplorer. Au Honduras, depuis des mois, la population manifeste contre Juan Orlando Hernández, successeur

du coup d'État illégitime de 2009 et convaincu de narcotrafic par les tribunaux new-yorkais. Au Panama, les étudiantEs se mobilisent contre une réforme constitutionnelle qui voudrait inscrire dans le marbre l'interdiction du mariage pour les couples de même sexe. En Colombie, des milliers d'étudiantEs manifestent pour l'enseignement public et les élections municipales ont marqué une défaite de l'extrême droite au pouvoir, avec notamment l'élection de Claudia López, une écologiste, lesbienne, issue des classes populaires à la mairie de la capitale Bogotá.

Ce qui a attiré l'attention, ici, ce sont les spectaculaires révoltes spontanées en Équateur et au Chili, sans attendre l'appel de quelque parti ou bureaucratie syndicale que ce soit. En Équateur, les indigènes et les classes populaires ont réussi à arracher la renégociation du décret 883 augmentant le prix de l'essence que le FMI avait prescrit en échange d'un prêt, cette révolte a subi une répression sanglante : huit morts, plus d'un millier de personnes blessées et plus d'un millier de personnes arrêtées. La répression se poursuit d'ailleurs contre les opposants après cette

victoire partielle (voir article). Au Chili, c'est l'augmentation du prix du ticket de métro qui a été le détonateur d'un soulèvement qui dure depuis près de trois semaines et qui remet en question des décennies d'héritage pinochetiste, malgré une répression sanglante qui a coûté la vie à vingt personnes, des arrestations de masse et des scènes de torture qui rappellent des heures que l'on espérait terminées (voir article).

Complaisance des États-Unis et de l'UE

En Argentine, le président libéral Mauricio Macri a été chassé du pouvoir par l'élection présidentielle du 27 octobre. La victoire du candidat de centre-gauche, Alberto Fernández, ne résout rien avec les faibles marges de manœuvre dont il dispose face à la pression d'une dette croissante, d'une inflation galopante, d'une récession persistante et d'un FMI en embuscade. La persistance électorale et organisationnelle du FIT-U (Front de gauche et des travailleurs - Unité) pourraient être extrêmement utiles dans les révoltes à venir (voir article). Les États-Unis et l'Union européenne, toujours prompts

à condamner des violations (réelles) des droits de l'homme au Venezuela et à Cuba et à infliger des sanctions qui aggravent les conditions de vie des populations, brillent par leur complaisance à l'égard de ce qui se passe en Équateur et au Chili. L'administration Trump et le gouvernement équatorien sont même allés jusqu'à imaginer des complots russe ou vénézuélien pour mieux oublier la violence de leur système et la légitime colère qu'il suscite. Ces révoltes ne signifient pas que tout est gagné. Le ras-le-bol des politiques libérales et de l'autoritarisme ne signifient pas qu'un nouveau projet d'émancipation est prêt à être mis en œuvre. La répression qui s'abat sur chacun des peuples est violente et les différents gouvernements de droite et d'extrême droite n'ont pas rendu les armes. La probable victoire de la droite uruguayenne à la prochaine élection présidentielle montre qu'ils conservent une dynamique indéniable. La nécessité d'auto-organisation de chacun de ces peuples est indispensable pour que ces révoltes puissent obtenir leurs revendications légitimes. **Pedro Huarcaya**

ARGENTINE LA DÉFAITE CHÈQUE EN BIEN

Même sans les chiffres définitifs, et les partisans d'Alberto Fernández et Cristina Fernández-Kirchner pensent qu'ils seront encore plus favorables à leurs candidatEs, les résultats du lundi 28 octobre sont déjà une réussite considérable du péronisme. 48,1% des électeurs ont voté pour la formule du « Front de tous », la coalition péroniste, contre 40,4% pour « Ensemble pour le changement », la coalition de droite, ce qui permet à Fernández-Fernández de sortir la droite du pouvoir dès le premier tour.

Une situation économique catastrophique

Étant donné la situation catastrophique dans laquelle il laisse l'Argentine, la question que tout le monde se pose est de savoir comment Mauricio Macri a réussi l'exploit non seulement d'obtenir 40% des voix, mais de devenir le premier président non-péroniste à finir son mandat depuis 70 ans. Une explication possible est l'éternelle antinomie entre péronistes et anti-péronistes, entérinée par les années du kirchnerisme au pouvoir. Avec une gestion désastreuse, le seul axe de campagne répété en boucle par Macri et son ami Bolsonaro était la peur que l'Argentine devienne une

autre Venezuela si le kirchnerisme revenait au pouvoir.

La situation de l'Argentine dans laquelle gouvernera Alberto Fernández est épouvantable. Le taux d'inflation est à 57%, les réserves sont exsangues, le taux de pauvreté dépasse 35%, les salaires ont perdu 20% de leur valeur à cause des dévaluations successives, et la dette extérieure pactée avec le FMI est impayable. Fernández est conscient de la gravité de la situation. Le 12 août, le jour suivant sa victoire inattendue dans les PASO (primaires ouvertes simultanées et obligatoires), la bourgeoisie et les classes moyennes ont commencé une ruée vers le dollar qui a déclenché une dévaluation de fait. Face à la grogne généralisée, Fernández a demandé aux travailleurs de la « patience ». Ils devaient arrêter les grèves et les mobilisations pour ne pas « mettre en danger » les élections d'octobre et la transition. Malgré ses appels, le 28 août, les organisations sociales et les syndicats indépendants ont manifesté dans le centre-ville de Buenos Aires et ont fait un meeting à la Place de Mai en réclamant l'augmentation des salaires et le non-paiement de la dette. Depuis, même si la bureaucratie syndicale a réussi à empêcher la mobilisation de larges secteurs de la classe ouvrière, un

CHILI FACE À LA RÉVOLTE DU GOUVERNEMENT

L'insurrection populaire au Chili a démarré avec la contestation liée à la hausse du prix du ticket de métro à Santiago, la capitale du pays. La jeunesse, puis l'ensemble des classes populaires se sont réunies devant les stations de métro pour protester, de manière spontanée et radicale.

Les événements ont pris un tournant d'autant plus massif à partir du moment où les militaires ont été déployés dans les rues, du fait de l'état d'urgence et de l'imposition du couvre-feu. Cette situation a généré de graves violations des droits humains, avec déjà une vingtaine de mortEs, de nombreux blessés, des violences sexuelles contre les femmes et les minorités de genre. Les mobilisations se sont répandues dans tout le pays et continuent toujours, avec des manifestations gigantesques, loin d'un « retour à la normalité ». Elles représentent une contestation générale du modèle de vie néolibéral. Le gouvernement de droite conservatrice, avec à sa tête le président Sebastian Piñera, a désormais annoncé la fin du couvre-feu, le retour des militaires dans les casernes. Cependant, cela n'implique pas la fin de la violente répression. Il a aussi annoncé des mesures concernant les retraites, la santé et les salaires, mais sous la forme de subventionnement public aux entreprises privées qui gèrent tous les domaines de la vie. En effet, la Constitution

chilienne est héritée de la dictature de Pinochet et elle inscrit jusqu'à l'eau comme un bien économique privé.

Depuis, trois éléments semblent s'être révélés importants dans le mouvement : la grève générale, les assemblées populaires et l'Assemblée constituante.

Grève générale

Premièrement, un premier appel à la grève générale a eu lieu le lundi 21 octobre par les organisations lycéennes et étudiantes et le mouvement féministe. L'Union portuaire, principal syndicat des dockers, s'y est jointe, ainsi que la plus grande mine de cuivre privée du monde. Au-delà de son impact réel dans un pays déjà paralysé et mobilisé, cela note l'importance des secteurs qui se sont mobilisés ces dix dernières années. Depuis le début des années 2000, on note un renouveau syndical dans les grands secteurs de l'exportation et de l'extraction des ressources naturelles, avec d'importantes grèves, parfois violentes. Puis, en 2006 et 2011, les mobilisations lycéennes et étudiantes ont eu un fort impact dans la société. Enfin, depuis le 8 mars 2019, le

ITE DE LA DROITE N'EST PAS UN LANC POUR LE PÉRONISME

secteur d'irréductibles a continué à faire grève et à manifester dans le centre-ville de Buenos Aires ou dans des provinces comme Chubut. La presse bourgeoise les dénonce comme des secteurs «durs» liés à Juan Grabois, le référent de la CTEP (Confédération des travailleurs de l'économie populaire), qui a connexion directe avec le Pape François, et aux trotskistes du FIT-U.

«Construire une Argentine égalitaire et solidaire» ?

Malgré les promesses d'Alberto Fernández de «construire une Argentine égalitaire et solidaire», la réalité les rend peu crédibles. Pour tenir les deux bouts, il pense qu'il pourra refaire ce que Duhalde et Kirchner ont fait pour sortir de la crise de 2001 : faire asseoir les patrons et les dirigeants de la CGT à une table et signer un accord dont les travailleurs seront les principaux perdants. Mais les bureaucrates syndicaux ne sont plus ce qu'ils étaient. Les grèves sauvages et les mobilisations de ces derniers temps ont montré qu'il y a, même en petit nombre, un secteur de syndicalistes combattifs qui ne se plient pas aux ordres de la bureaucratie syndicale.

La vie d'Alberto Fernández ne sera pas non plus facile au Parlement, où, à la différence du Sénat, il est



DR

presque jeu égal avec Ensemble pour le changement. Les analystes politiques anticipent qu'il serait possible qu'un secteur du péronisme refuse de voter les lois anti-ouvrières dont il aura besoin. Dans ce cas, ils décomptent qu'il pourrait faire des accords avec les «macristes».

La candidature du FIT-U, Nicolás del Caño et Romina del Plá, a subi de plein fouet l'extrême polarisation entre la droite et le péronisme. Ils obtiennent 2,16% de voix contre 2,86% qu'ils avaient obtenus aux PASO (primaires ouvertes, simultanées et obligatoires) quelques semaines avant. La polarisation s'est répercutée aussi dans les

circonscriptions où se tenaient des élections partielles au niveau législatif, sénatorial ou provincial. Malgré les près de 800 000 voix remportées au niveau national, le FIT-U ne gagne aucun siège de député et ne conserve que les deux sièges conquis en 2017 et occupés, actuellement, par Nicolás Del Caño et Romina Del Plá. Néanmoins, cette élection a offert la possibilité au FIT-U de faire de la propagande massive pour les combats qui ne manqueront pas de venir, lorsque l'agenda argentin commencera à coïncider avec les rythmes intenses de la lutte de classe en Amérique latine.

Virginia de la Siega

ÉPRESSION ET AUX ANNONCES ENT, LA RÉVOLTE CONTINUE



DR

mouvement féministe s'est posé comme un acteur majeur, en posant la question de la grève générale à une échelle de masse. Le syndicalisme majoritaire, avec à sa tête la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), et le mouvement No+AFP (qui a organisé des manifestations massives en 2017 contre le système privé de retraite) appellent depuis à des journées de grève générale. Il existe un débat sur le sens à leur accorder : un processus permettant la mobilisation dans le temps et la reconstruction politique de la classe ouvrière ou un moyen de pression pour se poser comme interlocuteur légitime face au gouvernement, dans une perspective plus conciliatrice ?

Assemblées populaires

Deuxièmement, des assemblées territoriales ont été appelées spontanément ou par des organisations féministes et populaires. Ces assemblées ont lieu sur des places ou dans des espaces publics par quartier. Y sont discutées les revendications sociales et démocratiques et l'Assemblée constituante. Récemment, un appel à la rencontre des différentes assemblées populaires de Santiago a émergé. Pour nombre de militantEs anticapitalistes et féministes, émerge la préoccupation de développer, coordonner et doter de pouvoir souverain ces assemblées. Un autre défi est d'ancrer la délibération populaire sur les lieux de travail. Cela

représente un enjeu important dans un pays où le néolibéralisme a fragmenté le salariat, qui ne peut légalement s'organiser que par entreprise, par l'usage massif de la sous-traitance.

Assemblée constituante

Troisièmement, l'Assemblée constituante est importante vu le caractère du régime chilien. Cependant, des divergences existent sur le sens à lui donner et ses modalités. Elle est vue par certains secteurs comme un processus par le haut, voire même comme seulement l'élection d'un nouveau Parlement menant à l'écriture d'une nouvelle Constitution. Pour les mouvements sociaux plus radicaux, elle permet un processus de politisation et doit être souveraine. Ces militantEs estiment que pour garantir ce processus constituant, il doit être appuyé sur les cadres d'auto-activité que sont les assemblées populaires. Enfin, un enjeu est la reconnaissance du caractère plurinational du pays. Le peuple Mapuche n'est pas absent de ce mouvement. Un symbole fort a eu lieu à Temuco, en territoire historiquement mapuche, où au cours d'une manifestation massive, la statue du conquistador Pedro de Valdivia a été abattue et sa tête placée entre les mains de la statue de Caupolicán, guerrier de la résistance mapuche.

AG

Pour des éléments plus précis d'analyse, voir : <https://www.contretemps.eu/chili-revolte-classe-travailleuse/>

ÉQUATEUR VICTOIRE HISTORIQUE DES MOUVEMENTS INDIGÈNES ET POPULAIRES

Entre le 3 et le 12 octobre, et ce, 527 ans après l'invasion espagnole en Amérique, des barricades ont brûlé dans toutes les régions de l'Équateur. Les principales artères ont été bloquées, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues et ont occupé temporairement le bâtiment du Parlement ainsi que plusieurs préfectures.

Le bâtiment du contrôleur de l'État a été incendié. Pendant plusieurs jours, trois des plus importants gisements de pétrole d'Amazonie ont été paralysés, frappant l'État à son point le plus vulnérable. Alors que les chauffeurs de taxi et les travailleurs du secteur des transports avaient à peine commencé les manifestations, puis ont vite renoncé, le mouvement indigène a commencé à mener le mouvement de protestation avec les syndicats. Ils ont reçu un soutien important de la part des étudiantEs, d'organisations de femmes, de citoyenEs pauvres et des classes moyennes. La capitale Quito et les paysans des provinces environnantes ont rétabli une tradition de solidarité qui avait déjà soutenu les manifestations indigènes dans les années 1990 : avec des dons de nourriture, de couvertures, de vêtements chauds et de médicaments. Les familles préparaient les repas chez eux et les amenaient aux endroits où les manifestantEs campaient. Les tôliers ont même fabriqué des boucliers pour les manifestantEs, confrontés à de lourdes attaques de la part de la police et de l'armée.

Protestations massives et émeutes

Le gouvernement a rapidement déclaré le pays en état d'urgence, ce qui a amené des milliers de militaires et du matériel lourd dans les rues. En réponse, et s'appuyant sur le principe constitutionnel de la plurinationalité, la confédération autochtone CONAIE a également déclaré l'état d'urgence sur ses territoires. La confédération a annoncé que les policiers et les soldats qui seraient entrés dans ses territoires sans autorisation seraient arrêtés. Cela s'est produit rapidement à plusieurs reprises, par

exemple dans la province de Chimborazo dans les Andes, où près de 50 personnes en uniforme ont été retenues pendant plusieurs jours.

Les plus grandes manifestations, pouvant rassembler jusqu'à 40 000 personnes, ont eu lieu dans la capitale, Quito. Des dizaines de milliers d'indigènes et de paysans de toutes les régions du pays sont venus en camion et se sont installés dans le centre du Parque el Arbolito et dans les universités environnantes. Le mouvement indigène a appelé à une protestation massive mais pacifique ; les marches ont été accompagnées d'émeutes violentes, principalement constituées d'étudiantEs, de jeunes citoyens et de partisans de l'ancien président Rafael Correa, vis-à-vis desquels les dirigeants indigènes ont clairement pris leurs distances.

Dans la nuit du dimanche 14 octobre, le gouvernement a finalement entamé le dialogue dans les conditions exigées par le mouvement autochtone : diffusion publique afin d'assurer une transparence maximale, acceptation de la présence de médias communautaires et protection de la sécurité des dirigeants sociaux impliqués. Avec la médiation des Nations unies et de l'Église catholique, le gouvernement a finalement accepté d'annuler le décret 883, qui avait provoqué le soulèvement.

«L'Indien est pauvre par nature»

La victoire historique du soulèvement d'octobre marque la reprise du mouvement indigène après douze ans de représailles et de répression par l'ancien président Rafael Correa. Mais en parallèle, les réseaux sociaux montrent une explosion de commentaires ouvertement racistes et classistes.

Pendant les manifestations, on a vu des classes moyennes supérieures patrouiller avec des armes devant leurs communautés gardées et encerclées par des barrières. Cette polarisation politique constitue un défi de taille dans un pays qui subit encore les effets de la victoire électorale de Jair Bolsonaro au Brésil.

Le soulèvement d'octobre a fortement mis en évidence les problèmes de classe, d'inégalité et de politique d'appauvrissement systématique. Alors que, pour le *mestizo mainstream* et les médias, «l'Indien est pauvre par nature», comme le critique l'avocate kichwa Verónica Yuquilema, le combat consiste à mettre fin à ces politiques de drainage colonial aux niveaux national et international. Les autochtones sont toujours décrits comme des «obstacles au progrès et à la modernisation», une image que Rafael Correa a lui-même fortement soulignée au cours de ses douze années de règne, tout en réclamant que leurs modes de vie, leurs savoirs, leurs formes d'organisation et de vie politique soient enfin acquis, reconnus et jugés dignes : «Nous sommes l'État, mais nous ne sommes pas pris en compte. Ils disent que les peuples autochtones et les agriculteurs sont pauvres. Nous travaillons, cultivons, nous nourrissons les villes, mais nous sommes néanmoins traités comme des pauvres», a déclaré le dirigeant amazonien Mirian Cisneros lors du dialogue public. La déclaration constitutionnelle de l'Équateur en tant que pays plurinational a encore beaucoup à faire pour se concrétiser efficacement.

Miriam Lang

Extraits de «Équateur : victoire historique des mouvements indigènes et populaires», à lire en intégralité sur <https://www.contretemps.eu/equateur-victoire-mouvements-indigenes-populaires/>



DR

RÉPRESSION

Mobilisation pour la relaxe de Gaël Quirante!



TOUTES ET TOUS A NANTERRE LE MERCREDI 18 DECEMBRE A 8H

Gaël ne passe pas une mais deux fois en correctionnelle le 18 décembre prochain. Il est accusé par des cadres de La Poste de « vol avec violence » et « violence ».

Cela fait partie des dizaines de plaintes déposées par la direction de La Poste pendant le conflit des postierEs des Hauts-de-Seine. Cette grève, qui a duré près de 15 mois, avait fini par gagner et surtout s'était conclue par les révélations d'« Envoyé Spécial » sur la politique de La Poste faite de cadences industrielles, de vol de temps de travail et de suicides.

Épée de Damoclès

La Poste tente, par le biais de ses cadres, de reprendre sur le terrain judiciaire ce qu'elle a perdu sur le terrain de la grève. Pour cela, elle bénéficie de la bienveillance et de l'aide de l'État qui instruit vite les plaintes de la direction. Deux poids deux mesures, car dans le même temps, l'État classe sans suite des dépôts de plaintes des grévistes sur des actes de violences avérés (filmés) de la part de cadres de l'entreprise ou de policiers. Nous ne pouvons laisser passer cela. Gaël risque 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende dans chacun de ses procès. Le double procès double donc les risques. Il faut bien comprendre que l'acharnement qui vise Gaël a franchi une étape : criminaliser par la prison l'action militante dans l'entreprise et suite à une grève. Avec le risque ajouté d'années de mise à l'épreuve. En somme : une épée de Damoclès qui le mettrait à la merci d'une dénonciation calomnieuse du moindre policier dans n'importe quelle manifestation. L'enjeu est donc très élevé, notre mobilisation doit être à la hauteur.

Réservez toutes et tous la date, organisons des transports collectivement pour être présentes et présents à Nanterre-Préfecture le 18 décembre à 8h (des hébergements seront disponibles).

Un comité de soutien va voir le jour prochainement. Nous vous en tiendrons informés.

CorrespondantEs

HÔPITAUX

Frapper vite et fort!

À ce jour, près de 269 services d'urgences participent à la mobilisation rejointe depuis le 10 octobre par le corps médical. En lien avec le Collectif inter-urgences, le Collectif inter-hôpitaux coordonne les collectifs locaux qui fleurissent partout en France.



TWITTER COLLECTIF INTER-URGENCES

L'objectif est de regrouper toutes les hospitalierEs pour imposer au gouvernement l'augmentation de l'ONDAM, Objectif national de dépenses de l'assurance maladie. Adoptée, le 29 octobre, en première lecture par 339 députéEs sur 527, inscrite dans le PLFSS, projet de loi de financement de la sécurité sociale, cette enveloppe fermée de financement de l'hôpital ne permet même pas le maintien des moyens existants, bien au contraire. Ce premier vote acte l'étranglement financier de l'hôpital public, à la veille des épidémies hivernales, mettant en danger la population. Ce jour-là, le ministre du Budget n'a même pas daigné recevoir la délégation d'hospitalierEs portée sous ses fenêtres par la mobilisation des médecins.

Un mouvement qui fait tache d'huile

L'augmentation de l'ONDAM à plus de 4 % est la revendication majeure du Collectif inter-hôpitaux uni au Collectif inter-urgences et soutenu par l'intersyndicale. Cette exigence minimum pour l'hôpital devrait être complétée par celle d'un plan emploi-formation pluriannuel permettant de répondre aux besoins, de rouvrir les services et les établissements fermés, de disposer partout des lits nécessaires et d'assurer la qualité et la sécurité des soins.

Aujourd'hui, à l'appel du Collectif inter-hôpitaux, plus de 310 services de l'APHP sont en arrêt de codage, asséchant ainsi les ressources de chaque établissement et faisant vaciller l'administration. Le mouvement fait tache d'huile. Annecy, Aulnay, Besançon, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Est Francilien, Le Havre, Mantes, Marseille, Montélimar, Montpellier, Montauban, Narbonne, Nice, Reims, Rennes, Saint-Denis, Sud Francilien, Toulouse, Versailles, Vichy... sont entrés dans la danse.

Des larmes de crocodile

Le 28 octobre Macron s'épanchait (« Il faut qu'on réponde à la souffrance des personnels de santé... ») et, la main sur le cœur, appuyait sa ministre pour « un plan de soutien » à l'hôpital qui sera présenté ce mois-ci avec « évidement des moyens associés ».

Sauf que le lendemain, le PLFSS a été voté et imposera 800 nouveaux millions d'euros d'économies pour les établissements de santé. Sans parler de la suppression de l'obligation faite à l'État de reverser aux caisses de la Sécurité sociale les exonérations de cotisations sociales, la part de notre salaire socialisé, accordées aux employeurs dont les profits explosent. Hier excédentaire de 11 milliards, l'organisme

solidaire dont le budget, de près de 500 milliards, échappe à la loi du marché, replonge...

Les hospitalierEs se lèvent

Les 9 000 professionnelEs, médicaux, paramédicaux, administratifs, techniques qui adhèrent au Collectif inter-hôpitaux et exigent des embauches, l'augmentation des salaires, l'ouverture de lits et la revalorisation du financement de l'hôpital public, ne se contenteront pas d'une gouvernance élargie au corps médical. Depuis 2008, avec la loi HPST dite Bachelot, contre quelques miettes et vagues promesses, les médecins ont été exclus de la gestion des hôpitaux, le pouvoir revenant aux directions administratives. Avec le soutien de la population dont plus de 82% considère légitimes leurs exigences, et la pétition lancée par des illustres citoyenEs et signée à ce jour par plus de 131 000 personnes, le Collectif affirme qu'« un point de rupture est aujourd'hui franchi. La sécurité n'est plus assurée. Un plan d'urgence

doit être élaboré dans chaque hôpital par l'ensemble des soignants ». L'enjeu est crucial, il faut frapper vite et fort, pour infliger une défaite à ce gouvernement pour lequel nos vies valent moins que les profits du privé. Une course de vitesse est engagée...

J-8 pour sauver l'hôpital

Le jeudi 14 novembre, toutes les activités non urgentes devraient être reportées, en médecine comme en chirurgie, les consultations fermées. Les services administratifs, techniques, logistiques, les laboratoires et l'imagerie, seront réduits au rythme d'un jour férié. Tous les personnels en grève!

Le jeudi 14 novembre, à Paris et partout en France, personnels de santé et citoyenEs, à l'appel de tous les syndicats et des associations attachées au droit à la santé pour toutes feront entendre, dans la rue, leur rejet du monde de Macron et de sa clique. Ce sera un bon début!

CorrespondantEs

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°109 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



RENCONTRES FÉMINISTES NATIONALES

Vers la grève générale féministe le 8 mars 2020

Le weekend du 26 et 27 octobre se sont tenues à Toulouse les premières rencontres féministes nationales de préparation de la grève féministe du 8 mars. Plus de 200 personnes sont venues et un appel national pour construire la grève en est sorti. Cette première étape est enthousiasmante pour le développement massif du mouvement autonome des femmes!

Les rencontres étaient à l'initiative de l'assemblée féministe « Toutes en grève » qui porte justement cette démarche : organiser la grève du 8 mars dans des cadres d'auto-organisation inclusifs, regroupant un nombre

croissant de femmes et dépassant les clivages par une interaction quasi permanente entre les divers courants féministes, mais aussi les primo-militantes. Initiées il y a maintenant un an, ces assemblées pensent le 8 mars non pas comme une date

MÉTIER GRAND ÂGE **Rapport El Khomri: du vent!**

Myriam El Khomri, madame «loi travail», vient de remettre à Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, un rapport sur «les métiers du grand âge». Si le sujet n'était pas aussi grave, ce rapport prêterait à rire tant le décalage est grand entre les ambitions affichées (une «mobilisation générale» pour ces métiers) et les 59 propositions qu'il contient.

La situation dramatique des salariés des EHPAD (essentiellement des femmes) a été mise en lumière par les luttes et les journées d'action dans ces établissements en 2018. Plus «invisible» reste le secteur de l'aide à domicile, où règnent, encore davantage le manque de formation, la précarité généralisée, les bas salaires, les cadences et les conditions de travail pénibles générant la maltraitance. La vie quotidienne des aides à domicile de ce côté de la Manche n'a guère à envier à celle que décrit Ken Loach dans *Sorry We Missed You*.

Aucune réponse à la hauteur

Dans aucun des domaines qu'il prétend traiter (formation, recrutement, salaires), le rapport El Khomri ne donne de réponse à la hauteur des enjeux. Alors que les besoins ne cessent d'augmenter, du fait de la progression du nombre de personnes âgées dépendantes dans les années à venir, le secteur peine à recruter. Le nombre d'inscrits au concours



CGT 87

d'aide-soignantE a diminué d'un quart en six ans. Le rapport prétend apporter une solution en supprimant le concours d'entrée, présenté comme dissuasif et en le remplaçant par une inscription à Parcoursup dont la complexité et les bugs ne sont plus à démontrer. Il préconise un recrutement massif via la formation en alternance et la validation des acquis de l'expérience, un filon qui a immédiatement enthousiasmé les employeurs du secteur privé, trop heureux de trouver là une main-d'œuvre à bon marché qu'ils

exploiteront, en prétendant la «former».

La véritable raison du manque d'attrait pour ces métiers sont les conditions de travail, la précarité de l'emploi et les bas salaires, mais dans ces domaines le rapport n'apporte aucune piste sérieuse.

220 000 embauches nécessaires

Pour les seuls EHPAD, le taux d'encadrement d'une salariée pour un résident, jugé indispensable à un travail satisfaisant, non maltraitant, nécessiterait

220 000 embauches à temps plein. Le rapport préconise la création de 93 000 postes en quatre ans pour l'ensemble de la filière. Pour 2020 le besoin est estimé à 18 500. Quant aux rémunérations, le rapport prévoit seulement de remettre à niveau dans les conventions collectives, au 1^{er} janvier 2021, les rémunérations inférieures au SMIC!

Mais si timides soient les préconisations du rapport, son financement, estimé à 825 millions d'euros, apparaît des plus improbables. Ainsi, le gouvernement a imposé dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale qui vient d'être voté, la limitation des créations de postes en EHPAD à 5 200...

L'ampleur et l'urgence des besoins permettant de donner aux anciens une fin de vie digne se heurte aux exigences, déterminantes pour ce pouvoir, de la réduction des coûts de la protection sociale. Ce nième rapport n'est qu'un «coup de com» destiné à masquer cette réalité.

Jean-Claude Delavigne

SNCF **Les cheminotEs montrent la voie**

Après le «dépôt de sac» massif contre les trains circulant avec un seul agent à bord, ce sont les cheminotEs des centres de maintenance qui donnent des sueurs froides à la direction et au gouvernement.

La semaine dernière, plus de 200 agentEs du technicentre de Châtillon, qui s'occupent de la maintenance des TGV Atlantique, se sont mis en grève. Ils protestaient contre une attaque visant à réduire le nombre de leurs jours de repos et à augmenter leur disponibilité pour la direction au mépris de leur vie privée : augmentation du travail de nuit, changement d'horaires 48 heures à l'avance... Les grévistes ont reçu le soutien de leurs collègues d'autres technicentres qui ont refusé de réparer les rames en provenance de Châtillon. Ils ont procédé à des débrayages pour demander des augmentations et des embauches pour lutter contre le sous-effectif. Face au risque de contagion, avec notamment des débrayages aux technicentres du Landy et de Villeneuve-Saint-Georges,

la direction a rapidement fait machine arrière en retirant toutes ses attaques. Nos collègues de Châtillon ont à présent suspendu leur mouvement, la tête haute et fiers d'avoir montré à nouveau que la grève reste notre meilleure arme!

Tous les grévistes peuvent arrêter des trains!

La grève des agentEs de la maintenance de Châtillon a permis de démontrer que, contrairement à une idée reçue, il n'y a pas que les contrôleurEs et conducteurEs qui peuvent arrêter la circulation des trains quand ils font grève. Le plan de transport a été totalement modifié, avec à peine une rame sur trois circulant la semaine dernière. Même si la force d'une grève ne se mesure pas qu'au nombre de trains supprimés, il est indéniable que c'est un moyen de pression sur l'entreprise et que cela lui



fait perdre de l'argent. Mais nous sommes tous capables de mettre la pression à cette boîte car nous faisons tous partie de la chaîne de production du service de transport de voyageurs – ou de marchandises. Arrêter de produire ce service, c'est cela qui nous rend forts.

Tous, dans chaque métier, nous pouvons mettre au pas la direction, à condition d'être assez nombreux! Alors que pourrions-nous obtenir si on s'y met tous ensemble? Quoi, on ne sait pas à l'avance, mais beaucoup, ça c'est sûr!

Correspondants SNCF

SANTÉ **Le droit à l'accès aux soins des demandeurs d'asile attaqué!**

Les inspecteurs de l'IGAS (Inspection générale de la santé) et de l'IGF (Inspection générale des finances) ont remis leur (sale) copie au gouvernement concernant les droits à la protection maladie des migrantEs et des exiléEs.

Les mesures annoncées s'en prennent essentiellement aux demandeurs d'asile. Ceux-ci bénéficiaient, jusqu'à présent, de la CMU/PUMA¹ dès que leur demande d'asile était déposée. Le gouvernement a décidé d'introduire un délai de carence de 3 mois à partir de l'obtention de l'attestation de demande d'asile.

Six mois sans accéder aux soins?

Or aujourd'hui les délais pour posséder ce sésame sont de plusieurs mois. La première étape consiste à être reçu dans une structure de premier accueil des demandeurs d'asile qui peut demander plusieurs semaines, les dispositifs étant saturés (par exemple pour la région parisienne il n'existe que trois adresses devant lesquelles les demandeurs d'asile campent en attendant leur tour). La deuxième étape est le rendez-vous donné au guichet de demande d'asile qui délivrera enfin l'attestation de demande d'asile. La troisième étape correspond à la réception de la carte vitale avec droits ouverts à la CMU. Ces étapes mises bout à bout, c'est pendant au moins 6 mois que les demandeurs d'asile ne pourront pas accéder à des soins. Les conséquences en termes de santé individuelle et de santé publique sont nombreuses : renoncement à se soigner, retard à la prise en charge de pathologies qui ne pourront que s'aggraver mais également recours aux urgences des hôpitaux déjà bien mal en point.

Dans le droit fil de la loi «asile-immigration»

Le prétexte? Les prétendus nombreux «abus» de ces 135 000 demandeurEs (65% seront déboutés et devront alors demander l'AME, et ce sera reparti pour un tour sans couverture médicale) qui viendraient en France uniquement pour se faire soigner. De façon ridicule et grotesque, selon les dires du gouvernement, ils seraient motivés par la pose de prothèses mammaires ou d'interventions pour prothèses de hanche! En fait cette mesure est dans le droit fil de la loi «asile-immigration» qui rallongeait la rétention des déboutés tout en réduisant les délais pour un recours, véritable machine à expulsion. Concernant le risque envisagé de remise en cause de l'AME, celle-ci est rabotée mais le pouvoir a reculé devant la mobilisation des ONG et d'une partie du corps médical. Le ticket modérateur, un temps évoqué, n'est pas retenu, par contre est actée une demande d'entente préalable pour certaines pathologies ainsi qu'un contrôle accru des demandes qui seront dorénavant centralisées dans trois centres de la CPAM (Paris, Saint-Denis et Marseille). Macron durcit un peu plus sa politique migratoire pour séduire l'électorat de droite et poursuivre son match avec le Rassemblement national.

Christian Bensimon

1 - Protection universelle maladie

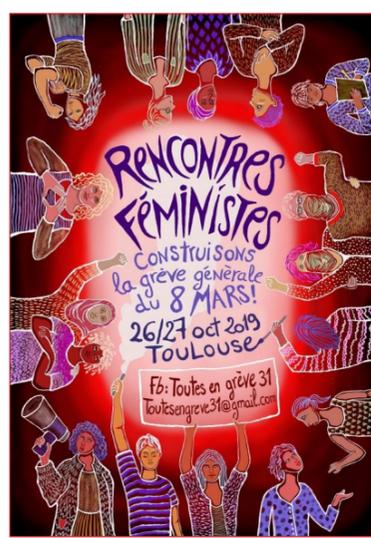
mais comme un processus dynamique. Il s'agit avant tout de créer une agitation féministe permanente et conséquente. Depuis MeToo, des milliers de femmes prennent conscience de la nécessité du féminisme : des 50 000 manifestantEs de la marche «Nous toutes» le 24 novembre 2018 à la grève de l'Ibis Batignolles en passant par l'émergence de collectifs de collage contre les féminicides, les femmes se mobilisent de plus en plus contre les oppressions qu'elles subissent.

Coordonner la construction de la grève

Un des objectifs des rencontres était de coordonner la construction de la grève du 8 mars. À la plénière du samedi matin, des militantes de l'État espagnol, d'Italie, d'Algérie, du Chili et du Guatemala ont exposé les processus de construction de

8 mars dans leurs pays et les potentialités du mouvement féministe. Il en est ressorti que les cadres d'auto-organisation, dépassant les structures traditionnelles du mouvement ouvrier, permettent l'explosion du mouvement féministe. Suite à cela, nous nous sommes réparties en plusieurs ateliers pour travailler les questions de la grève du travail rémunéré, de la consommation et du travail reproductif, de la lutte contre les violences, de nos modes d'actions, de la place des alliés ou encore des potentialités subversives du féminisme vis-à-vis du capitalisme. Ces ateliers ont fait ressortir des pistes de construction, des points d'accords et de désaccords. Le dimanche, un tour des villes à mis en avant le besoin de construire la grève dans des espaces permettant de sortir de l'entre soi en créant des cadres nouveaux. À partir de ces éléments, nous

avons débattu en plénière. Plusieurs axes sont ressortis : intégrer les questions d'islamophobie à notre lutte, lier le féminisme à l'anticapitalisme (et donc appeler au 5 décembre), construire des intersyndicales féministes pour porter la grève sur les lieux de travail, lancer des cadres d'auto-organisation et nous coordonner nationalement. Un texte d'appel à la grève a été écrit collectivement, répondant à un intérêt stratégique majeur. Cette étape est essentielle à la construction d'un mouvement féministe fort promouvant l'auto-organisation. L'appel est anticapitaliste et internationaliste, s'inscrit dans les luttes en cours, fait le lien avec les luttes antiracistes et LGBTQI, pousse à la construction de cadres d'auto-organisation et n'oublie pas non plus l'importance du féminisme dans les syndicats. Le processus d'élaboration



et de prise de décision au consensus a permis de nous unir sur une base la plus large et précise possible et de mettre en valeur nos désaccords de façon sereine. Le succès de ces rencontres se mesure aussi à la radicalité et à la justesse de l'appel. La condamnation ferme de l'islamophobie est un signal fort qui montre la possibilité de dépasser les clivages habituels. Nous nous retrouverons en janvier lors d'une prochaine rencontre nationale, pour élaborer des revendications collectives et faire le point sur la préparation de la grève sur l'ensemble du territoire. D'ici là, nous devons diffuser le plus largement possible l'appel et impulser les cadres d'auto-organisation permettant cette construction partout là où cela est possible : dans nos villes, nos quartiers, nos lieux d'études ou de travail.

Arya Meroni et Lola Latcher

Roman**Civilizations, de Laurent Binet**

Grasset, 384 pages, 22 euros.

Ce roman paru en août dernier vient de recevoir le prix de l'Académie française. Et heureusement car lu dès sa sortie, je me suis rendu compte que je n'en avais pas parlé et que c'était dommage. Donc il fallait rattraper le coup.

Un voyage qui ne se passe pas comme prévu

Car c'est un roman original, historique à sa manière, un livre d'aventures, de voyages, de découvertes de terres, de cultures, de peuples, d'évènements et avec une dose d'humour, d'amusement même si ce n'est pas toujours évident.

Ça commence par les aventures des vikings d'Islande et du Groenland, qui naviguent vers l'Amérique du Nord. Ça se prolonge quelques siècles plus tard avec Christophe Colomb qui part de Lisbonne en 1492 pour « découvrir » l'Amérique, ou plus précisément pour la redécouvrir. Et puis ça part un peu en vrille. Le voyage ne se passe pas comme prévu, en tout cas pas comme l'histoire l'avait écrit.

Pour l'Espagne ce n'est pas alors le début d'une conquête, d'une colonisation, d'un massacre. Colomb et ses collègues sont plutôt mal reçus. C'est raconté sous la forme d'un faux journal de bord. Les Incas finissent par prendre le dessus, s'approprient leurs navires. Colomb ne reviendra jamais chez lui. Et au contraire ce sont les Incas qui vont partir vers l'Europe qui va alors devenir le « nouveau monde ». Car tout s'inverse. Ce sont les Incas, avec l'empereur Atahualpa (personnage historique) qui va découvrir le continent, le conquérir d'une certaine manière.

Roman riche de références

C'est cette histoire qui nous est racontée, celle qui n'a pas eu lieu mais qui aurait peut-être pu se dérouler de cette manière. Ce n'est pas un colonialisme à l'envers, seulement une autre histoire avec les mêmes personnages historiques du 16^e siècle (gouvernants, écrivains, religieux...) mais avec d'autres événements, d'autres guerres et d'autres conséquences.

Pas besoin d'être historien pour apprécier ce roman

mais il est vrai que c'est mieux de connaître un peu cette période sans ça on peut passer à côté de certaines choses. Le roman est riche de références et de connaissances, il est basé quand même sur l'histoire réelle.

Au bout, on peut en retenir ce qui pourrait être la « morale » de cette histoire :

que rien ne s'écrit d'avance, que la civilisation de l'ancien monde n'était pas forcément invincible, que le colonialisme aurait pu être empêché. Ou bien on peut confirmer une sorte de pessimisme, comme quoi l'histoire de l'humanité ce sera toujours des guerres, des massacres, si ce n'est pas les uns alors ce sont les autres qui conquièrent et dominent.

En tout cas, c'est un roman chouette à lire, stimulant et faisant au moins réfléchir sur l'histoire et la société.

Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

Roman**L'Ombre d'un père, de Christoph Hein**

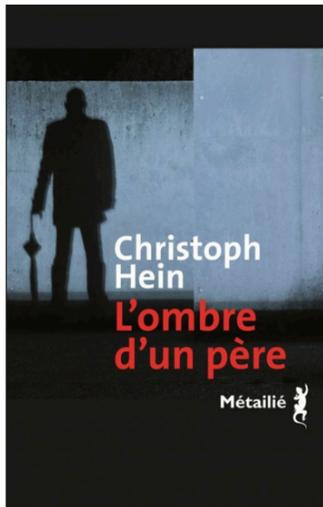
Éditions Métailié, 409 pages, 23 euros.

Avant l'entame, Christoph Hein avertit : « Des événements authentiques sont à l'origine de ce roman. Les personnages ne sont pas inventés. » Son roman nous donne un récit de grande ampleur historique, 67 ans dans l'Allemagne orientale qui fut RDA de 1949 à 1990. Avec cette coupure si importante pour l'adolescent Konstantin Boggosch, né « au sixième jour de la paix », plein de vie, qui passa deux ans à Marseille de l'automne 1959 à août 1961.

Avertissement donc, un peu à la manière des films de série B « basés sur des faits réels »... Mais ne nous y trompons pas, c'est la marque de l'auteur, cette manière modeste de mener sa barque qui déteste les effets de manche, pleine d'ironie souvent. Si l'écriture de Christoph Hein ne pose aucun problème, une écriture démocratique pourrait-on dire, la lecture de ce roman demande de la concentration.

Roman d'une composition magistrale

Le récit, dès les toutes premières pages, d'une visite interdite par la mère sur une « friche industrielle » rasée et sur laquelle poussent de jeunes bouleaux, récit d'une hallucination, semble en opposition radicale au « réalisme » proclamé dans l'avertissement. Sans transition, avec un effet d'étrangeté qui nous happe, nous sommes projetés dans la tête de celui qui n'est pas nommé et dont nous allons suivre la « vie aventureuse ». Car C. Hein, en écrivain qui se respecte, en poète, en citoyen, prend très au sérieux la vie qui se déroule sur nos écrans intérieurs et tout spécialement ici au sortir de l'enfance. « *Le soir jeus de la fièvre, des frissons. Maman me fit des compresses froides sur les mollets et me mit au lit.* » C'est qu'un fantôme lui était apparu : « *apparition élégante, fringante. L'homme portait un uniforme blanc... il ressemblait au prince d'un conte... Il tenait à la main une cravache mince et noire comme celle des cavaliers [...] souriant, il semblait heureux.* »

**Parole empêchée**

Ce père qui n'était jamais revenu de la guerre, industriel du pneu, haut dignitaire nazi, criminel

de guerre, pendu par l'armée polonaise en mai 1945. Ce père, Gerhard Müller, dont la mère révélera le secret, contrainte et forcée par Gunthard, son autre fils, aîné de deux ans de Konstantin. Ce mari dont elle a été autorisée à se désolidariser en reprenant son nom d'avant-mariage mais qui lui vaudra un interdit professionnel dans l'enseignement et à ses fils un barrage au lycée...

Conflit de loyauté et raison d'État

... au moment même où l'oncle, Richard Müller, qui a su s'éclipser de justesse de la « zone soviétique », fait des affaires florissantes à Munich... Cet oncle qui réussira à exciter chez l'aîné le conflit de loyauté. « *Il a été assassiné. Il n'est pas mort à la guerre, il n'est pas mort au front. Les Polonais l'ont assassiné... C'est la justice des*

vainqueurs. » jettera ce dernier à la figure de sa mère. Nous le retrouverons des décennies plus tard, bien après la chute du Mur, en industriel accompli, figure de la restauration capitaliste.

La boucle est bouclée

Et si la parole de Konstantin est tout au long de sa vie une parole empêchée, empêchée par la présence du fantôme jusque dans le couple vieillissant qu'il forme avec Marianne, c'est bien le roman qui lui permettra de s'affirmer, de raconter enfin. C'est le bloc central du roman et c'est passionnant ! Commencé sur une hallucination, le roman se clôt sur un « *rêve fou... les images émergent de profondeurs oubliées, paysages, tempêtes, fontes des glaces, visages de filles... le petit bois de Ranen, le triomphe de mon frère, la mort douloureuse d'un chat.* »

Fernand Beckrich

Bande dessinée**Angoulême désignée ville créative littérature/BD par l'Unesco**

Alors qu'approche « 2020, Année de la Bande dessinée », la ville d'Angoulême vient d'être reconnue par l'Unesco « Ville créative » pour son rôle pionnier dans le domaine de la BD et rejoint donc le réseau des Villes créatives de l'Unesco. Si le foisonnement et l'inventivité constante du 9^e art justifient largement cette reconnaissance nationale et internationale, cette consécration tombe à point nommé.

Un laboratoire créatif

Créé en 2004 par l'Unesco, le Réseau des villes créatives a vu le jour dans l'optique de promouvoir l'espace de la ville comme véritable

laboratoire créatif, mettant au cœur de son développement les industries culturelles.

Rejoindre ce réseau mondial entérine ainsi l'identité de « capitale mondiale de la Bande dessinée » d'Angoulême, dont le Festival international de la Bande dessinée (FIBD) constitue l'événement emblématique. Une position confortée par la présence d'un pôle universitaire dédié à l'image, avec notamment l'École européenne supérieure de l'image, mais aussi la Cité internationale de la Bande dessinée et de l'image (CNBDI), espace muséal unique en Europe. « 9 propositions pour le 9^e art » ont été établies pour porter une

réflexion internationale sur la place de la BD dans l'espace urbain et social et en finir avec la précarité d'une majorité de créateurs. Dès lors, le 47^e festival de 2020 devient le rendez-vous incontournable pour le lancement d'une année dédiée à la bande dessinée et à sa créativité, distinguée par l'Unesco ! Rendez-vous est déjà donné aux bénévoles pour fêter l'événement le 6 novembre à Angoulême puis le 21 novembre à Paris et, éventuellement, le 6 décembre dans le cadre du lancement officiel de 2020, Année de la BD. À suivre.

Sylvain Chardon

1 - Voir l'Anticapitaliste n°495 du 31 octobre.

Cinéma**La Cordillère des songes, de Patricio Guzman**

Documentaire français, chilien. Sorti le 30 octobre 2019 (1h25)

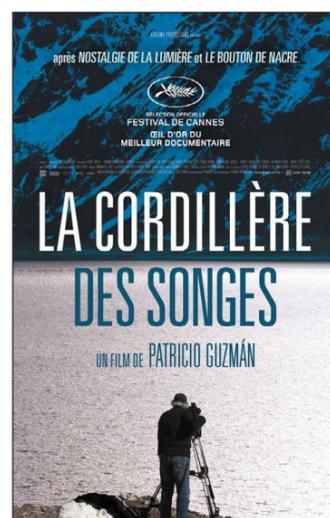
Patricio Guzman, cinéaste chilien exilé à Paris depuis le coup d'État en 1973, est d'abord connu pour sa trilogie *la Bataille du Chili*, qui décrivait l'expérience du gouvernement Allende, l'offensive de la bourgeoisie et le coup d'État. Il a toujours maintenu un lien fort avec son pays. Ses deux derniers films (*Nostalgie de la lumière, le Bouton de nacre*) entremêlaient évocation d'une région du Chili (respectivement le désert d'Atacama et les archipels du Sud), de son passé indien et de la mémoire des victimes de la dictature.

Héritage pinochetiste

Dans ce nouveau film, il y a d'abord de magnifiques images

de la Cordillère des Andes dont l'altitude et la massivité font d'une large part du long ruban que constitue le territoire chilien une île isolée du reste du continent. Mais le principal intérêt du film est le retour sur les 30 ans d'histoire depuis le départ de Pinochet de la direction de l'État (1989-1990). Le dictateur a, d'une certaine façon, créé un nouveau Chili qui perdure encore aujourd'hui avec le pouvoir d'une oligarchie privilégiée et les politiques néolibérales. Les crimes de son régime sont bien souvent présentés comme des excès, des erreurs tandis qu'est glorifiée sa politique économique largement poursuivie ensuite.

À travers les interventions de sculpteurs, d'un écrivain et



d'un cinéaste, Patricio Guzman démonte les faux-semblants de la démocratisation et montre la présence maintenue de l'héritage pinochetiste et, surtout, la lutte permanente du peuple pour l'ébranler malgré la répression policière. Guzman fait largement appel aux images et au témoignage de Pablo Salas qui a filmé toutes les manifestations chiliennes depuis les années 1980 (du moins celles de Santiago) et a réalisé des centaines de vidéos. Ce qui se passe aujourd'hui au Chili s'inscrit donc dans cette continuité des mobilisations et, cette fois-ci par son ampleur, peut-être permettre d'en finir définitivement avec les miasmes de la dictature.

Henri Wilno

Il y a 30 ans

La chute du Mur de Berlin

Le soir du 9 novembre 1989, un symbole de la Guerre froide et de l'oppression des peuples du bloc soviétique s'effondre: à Berlin, alors que des manifestations font convulser le régime est-allemand, la population s'attaque au mur érigé en août 1961 et le détruit. Les scènes de liesse et de fraternisation entre populations de Berlin-Ouest et de Berlin-Est font le tour du monde, annonciatrices de l'écroulement du bloc soviétique et de la fin de la Guerre froide.



DR

La chute du Mur de Berlin est le symbole, en actes, de la fin d'un siècle, ouvert en 1917 par la révolution russe et la prise du pouvoir par les bolcheviks durant la Première Guerre mondiale, toile de fond de la naissance du « court 20^e siècle » étudié par l'historien britannique Eric Hobsbawm dans son magistral *L'Âge des extrêmes*¹. Pour Hobsbawm, « le monde qui s'est morcelé à la fin des années 1980 était le monde façonné par l'impact de la Révolution russe de 1917. Nous en avons tous été marqués, par exemple, pour autant que nous ayons pris l'habitude de penser l'économie industrielle moderne en termes de pôles opposés, le "capitalisme" et le "socialisme" comme des systèmes inconciliables, l'un étant identifié aux économies organisées sur le modèle de l'URSS, l'autre au reste du monde. »

En effet, si l'immense espoir suscité par la Révolution d'octobre avait depuis bien longtemps été anéanti par la contre-révolution bureaucratique du Thermidor stalinien, l'existence d'un « autre » face au système capitaliste demeurait une clé de compréhension du monde. La chute du Mur ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais elle précipita l'effondrement de l'URSS et de l'ensemble du bloc soviétique.

Pourquoi Berlin ?

D'où vient le fait que la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 soit devenue la date marquant la fin d'une période, bien plus que l'éclatement de l'URSS le 26 décembre 1991 ? Berlin est un des lieux symboliques de l'histoire de l'impérialisme au 20^e siècle. Symbole d'abord de la montée en puissance de l'impérialisme allemand et de sa capacité à contester les rapports de forces inter-impérialistes. Symbole de la capacité de la révolution ouvrière à porter un coup déterminant au capitalisme, faisant dire à Lénine en mars 1918 : « La vérité absolue, c'est qu'à moins d'une révolution allemande, nous sommes perdus ». Puis, symbole de la victoire du

fascisme et de son mode délirant de domination, avant de devenir le symbole de la défaite nazie. Enfin, symbole de la Guerre froide entre le bloc impérialiste et l'URSS. Berlin, divisée en quatre secteurs d'occupation en pleine zone occupée par les Soviétiques, devint donc le théâtre de leur confrontation à travers une succession de crises dans lesquelles s'est réévalué le rapport de forces entre puissances et s'est reconstruit un État allemand. Le blocus de Berlin (juin 1948-mai 1949) a été la première confrontation d'une inédite Guerre froide. En réaction à l'offensive économique des États-Unis (plan Marshall, unification monétaire des trois zones occidentales d'occupation) pour tenter de reconstruire une économie de marché sous hégémonie US, les Soviétiques décident de fermer toutes les communications entre Berlin-Ouest et les zones d'occupation occidentale, imposant un blocus alimentaire et énergétique à la population de Berlin pour la pousser à rejeter les Occidentaux. Les États-Unis, appuyés par le Royaume-Uni, mettent en place un pont aérien pour ravitailler Berlin-Ouest : un avion atterrit toutes les trois minutes pour amener le fret et emmener les malades... Sous la menace du recours à l'arme nucléaire US, le système anti-aérien soviétique n'attaque aucun avion et aucune troupe occidentale au sol ne tente de forcer le blocus. L'inefficacité du blocus impose à l'URSS d'y mettre un terme. C'est une victoire politique pour les impérialismes.

Vers la construction du Mur

Les Occidentaux ont imposé le maintien de leur présence à Berlin, ainsi que l'établissement d'un État fédéral allemand auquel les Soviétiques répondent par la création de la République démocratique allemande. S'ouvre une concurrence effrénée pour asséner la démonstration de l'économie de marché sur l'économie planifiée. Mais qui n'aboutira pas à la victoire par KO attendue par les occidentaux. À l'inverse même, le 16 juin 1953, le

spectre de la révolution ouvrière se réactive à Berlin-Est à l'initiative des ouvriers du chantier de construction de la Stalinallee contre les nouvelles normes du gouvernement bureaucratique. Le lendemain, la grève devient politique, s'étend aux usines Leuna et de nombreuses autres, « pour le pain et la liberté ». Si le gouvernement de RDA sent souffler le vent du boulet et doit rendre des comptes, le gouvernement de RFA et les puissances impérialistes se gardent bien de s'opposer à l'intervention de l'armée soviétique. L'impérialisme ne remporte pas une victoire politique, mais par contre il marque des points par son développement économique. À Berlin comme dans le reste de l'Allemagne de l'Ouest, le boom de la société de consommation attire de plus en plus d'Allemands de l'Est. En 1960, plus de 200 000 Allemands fuient la RDA en rejoignant Berlin-Ouest, et en juillet 1961 ils et elles sont 30 000. C'est ce qui va décider le gouvernement de RDA et l'Union soviétique à lancer, en août 1961, la construction d'un Mur devenu le symbole de la séparation la plus hermétique possible et de l'enfermement des Allemands de l'Est. Le Mur est une défaite politique du bloc soviétique qui renforce et accélère la concurrence idéologique, économique, scientifique, culturelle, ainsi que la course aux armements, immense gâchis de ressources matérielles et humaines.

Crise systémique du « bloc soviétique »

La chute du Mur de Berlin fut l'expression la plus éclatante de l'incapacité des régimes bureaucratiques de l'Est de contenir la crise globale qui couvait depuis le début des années 1970. L'économie du bloc soviétique était en effet entrée dans un état de crise d'autant plus insoluble qu'il était systémique. Les exploitations agricoles collectives développaient des rendements décroissants, en raison de l'incapacité de l'industrie à fournir le matériel nécessaire, de

la déliquescence du système de transports et de distribution, mais aussi du développement incontrôlé d'une économie parallèle. Des pays très agricoles comme la Roumanie, la Pologne ou la Hongrie n'étaient plus capables de nourrir leurs populations et devaient importer de l'Ouest des quantités considérables de produits alimentaires qu'ils ne pouvaient payer qu'en recourant à un endettement qui avait atteint un niveau insupportable.

Le fond du problème provenait de l'effondrement du système de planification bureaucratique. Les grands combinats industriels produisaient des masses d'objets, dont la valeur d'usage était à peu près nulle, puisque ces produits étaient pour l'essentiel d'une qualité insuffisante pour être utilisés ou étaient inadaptés aux besoins sociaux. Les transports étaient à peu près total et les logements, qui n'avaient bénéficié d'aucun entretien, dans un état de vétusté et de dégradation très inquiétant. Cette situation amenait la population à vivre dans une économie de pénurie permanente et à passer l'essentiel de son temps à chercher dans les réseaux parallèles de quoi assouvir ses besoins immédiats, ce qui n'était pas sans effets sur son implication dans la production.

Une restauration du capitalisme sans résistance

Cette crise systémique amena les directions des partis communistes à se convaincre progressivement qu'il n'y avait d'autre solution que de restaurer une économie de marché. Fusionnant en partie avec l'ancienne bourgeoisie, qui récupéra ses biens confisqués en 1945, elle se transforma en une nouvelle classe capitaliste, en profitant de sa position dans l'appareil d'État pour s'emparer des biens publics qui furent alors privatisés pour une bouchée de pain. Épuisée par cette économie de pénurie et profondément hostile à ces régimes, la classe ouvrière, pourtant très puissante, ne s'opposa pas à ce processus, qui devait pourtant aboutir à la liquidation à peu près totale de toute l'ancienne industrie, avec des conséquences dramatiques en termes de chômage de masse et de paupérisation.

Les traits particuliers du processus révolutionnaire de 1989 s'expliquent ainsi par la crise systémique du modèle stalinien de planification bureaucratique. Ne pouvant plus tirer les bénéfices d'un système à bout de souffle, la bureaucratie dirigeante s'engagea bon gré mal gré dans un processus de restauration du capitalisme, en estimant qu'elle avait plus à y gagner qu'à y perdre. Indifférent à un système qui n'avait jamais été le sien et était de surcroît incapable de répondre à ses besoins les plus élémentaires, la classe ouvrière n'avait aucun intérêt objectif à le défendre. Privée de toute alternative politique, elle ne trouva d'autre solution que de laisser faire ou de chercher une autre voie dans les nationalismes, qui trouvèrent en ce terrain un champ fertile de développement.

Certains proclamèrent alors la « fin de l'histoire », pronostiquant le triomphe absolu, et définitif, du capitalisme néolibéral. 30 ans après, au regard des crises à répétition du système, et de l'instabilité du système, force est de constater que ces prophètes ont eu tort et que l'idée d'un « autre monde possible », sinon nécessaire, a survécu.

Pour aller plus loin...

Articles

Daniel Bensaïd, « Nouvel ordre » ou instabilité mondiale ?

En ligne sur <http://danielbensaid.org/Nouvel-ordre-ou-instabilite-mondiale>

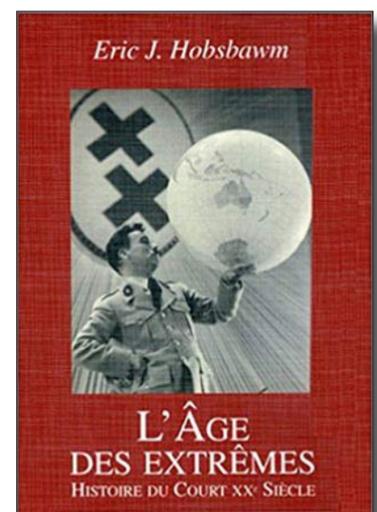
Pierre Rimbert et Rachel Knaebel, *Allemagne de l'Est, histoire d'une annexion*

Le Monde diplomatique, novembre 2019.

Livre

Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes, histoire du court 20^e siècle*

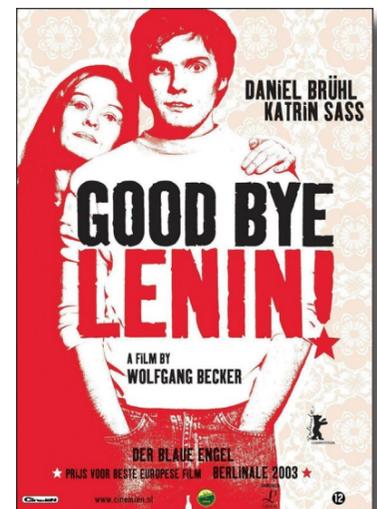
Coédition le Monde diplomatique – Éditions Complexe, 1999.



Films

Wolfgang Becker, *Good bye Lenin*

Film Allemand, sorti en 2003 (1h58 min).



Florian Henckel von Donnersmarck, *La Vie des autres*

Film Allemand, sorti en 2007 (2h17 min).



SOUSCRIPTION 2019

Soutenez le NPA!

En cette fin d'année se prépare un affrontement majeur contre Macron pour l'empêcher de faire passer la pire contre-réforme de tout son quinquennat, celle qui touche le plus largement et violemment l'ensemble des travailleurEs, celle qui matérialise au mieux sa guerre de quelques-uns contre toutEs : celle du système de retraite.

On le sait prêt à tout, mais pas aussi sûr de lui que par le passé. Conscient des enjeux et difficultés, le pouvoir montre les muscles mais tente aussi de temporiser, de louvoyer et de divertir.

Le nécessaire «TouTEs ensemble»

C'est dans ce contexte que l'offensive islamophobe sans précédent des deux derniers mois, clairement pensée, annoncée et organisée par Macron dès la rentrée, dépasse probablement toute ses espérances et sert d'arme de division et de diversion massive. Et sachons d'ores et déjà qu'elle va s'accroître jusqu'en 2022. L'extrême droite politique, intellectuelle et médiatique n'en demandait pas tant, elle qui continue de se voir ouvert un boulevard par son vrai-faux ennemi qu'est Macron. Et alors les fanatiques du djihad ou de l'islamophobie se déchainent. L'attentat de la préfecture de police de Paris, mais aussi celui visant la mosquée de Bayonne n'arrivent pas par hasard. Les mots sont des actes et entraînent d'autres...

S'il n'est évidemment pas l'horizon des événements, le mouvement de grève interprofessionnelle et illimitée débutant le 5 décembre prochain sera malgré tout un test majeur afin de travailler à l'inversion du rapport de forces entre les classes et pour remettre, comme l'ont fait les Gilets jaunes pendant toute l'année précédente, les questions sociales au cœur du débat et des luttes. Et alors que le mouvement des Gilets jaunes fêtera justement son 1^{er} anniversaire deux semaines avant le lancement de



grève, on ne peut que travailler à la convergence dans un «TouTEs ensemble».

Jouer un rôle en tant que parti politique

D'ailleurs parmi toutes les horreurs, insultes et contre-vérités déversées sur le mouvement des Gilets jaunes, il en est une dont la réfutation a marqué plus que toute

autre l'année passée et porte en elle la plus forte charge corrosive. Les Gilets jaunes n'auraient cure de l'écologie?! Trump en avait même fait le premier ses partisans... Que nenni! Fin du monde, fin du mois, même système, même combat! Et ce n'est pas un hasard si les mobilisations écologiques ont connu un ressort inédit pendant cette même période, au sein de

la jeunesse surtout, portées en particulier par les grèves pour le climat, mais aussi, rappelons-le, par la victoire (et oui!) contre le projet d'aéroport de NDDL. L'appétit vient en gagnant...

L'appétit vient aussi en parcourant le monde. Et c'est ce que fait la révolte : Algérie, Hong Kong, Liban, Chili, Catalogne, Équateur, elle court, elle court... Le néolibéralisme discrédité se révèle dans toute son horreur et ne peut plus se soutenir que d'une violence de plus en plus brute et intense. Tout à la fois lasse, revancharde, et conquérante, mais sans autre solution que la fuite en avant, la bourgeoisie s'assoit sur son propre système « démocratique » à l'agonie.

Jamais les enjeux et la barre n'ont été placées aussi haut en temps de paix... Pour gagner contre la réaction sociale et démocratique portée par Macron ici, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvements, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle en tant que parti politique, dans la rue et dans les urnes. Et c'est là que vos dons ont leur importance pour nous permettre de développer notre activité au service de notre classe et du socialisme.

Sylvain Madison

Vu ailleurs

ÉDUCATION NATIONALE: LA MÉDECINE DU TRAVAIL SOMBRE. «Le service de médecine de prévention a pour rôle de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail.» C'est la définition officielle de la médecine du travail dans la fonction publique. La mission des médecins de prévention – ainsi qu'on les appelle dans le secteur public : conduire «les actions de santé au travail, dans le but de préserver la santé physique et mentale» des personnels.

Cette définition résonne singulièrement à l'éducation nationale, à l'heure où les enseignants français témoignent d'un malaise croissant, suite au suicide d'une directrice d'école, en septembre. [...]

Plusieurs études ont montré que les enseignants sont particulièrement soumis au risque d'épuisement professionnel.

Mais excepté la visite médicale d'entrée dans le métier, «de nombreux enseignants font toute leur carrière sans voir une seule fois un médecin de prévention», témoigne Rina, enseignante en lettres, qui a souhaité garder l'anonymat. «Où est la "prévention", alors?» interroge-t-elle.

Après quelques années d'exercice, cette jeune enseignante dans l'académie de Dijon est en arrêt maladie depuis plusieurs mois suite à un burn-out.

C'est bien un médecin de prévention qui a fini par lui prescrire cet arrêt. Mais c'est avant, «lorsqu'on est en situation de fragilité, qu'on se sent lentement sombrer, que [ces médecins] pourraient nous aider.

Mais ils ne sont pas assez nombreux pour cela et n'interviennent qu'en cas d'urgence», constate-t-elle.

Les chiffres ne lui donnent pas tort. Le bilan annuel sur la santé au ministère de l'Éducation nationale pour l'année 2018 fait état de 87 médecins de prévention (qui représentent 68 «équivalents temps plein») se partageant aujourd'hui plus de 1,1 million d'agents dépendant de la rue de Grenelle. Soit un médecin pour quelque 16 000 personnels [...].

Résultat de cette pénurie de médecins : la visite médicale quinquennale obligatoire – pour les professeurs ne souffrant pas de pathologie particulière – «passe bien souvent à l'as», comme le constate Rina. De même que les visites sur le terrain, dans les établissements, qui, selon les textes, devraient prendre un tiers du temps de travail des médecins.

«Elles ne peuvent pas être réalisées dans plus de la moitié des académies», explique Hervé Moreau, représentant de la fédération FSU au CHSCT ministériel.

Séverin Graveleau, «Face au malaise des enseignants, les médecins du travail se font rares», lemonde.fr, 4 novembre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

